

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1797

10 juillet 2014

SOMMAIRE

Abax Professional Services	86255	Rinascimento Sicav	86211
Advanzia Bank S.A.	86219	Rolux Rose Luxembourg G.m.b.H.	86213
AF International SA	86216	SANAD Fund for MSME	86217
Aubay	86231	Sejberg Trading S.à r.l.	86214
Dual Return Fund (Sicav)	86217	Slovenia Broadband S.à r.l.	86215
Evord Management S.à r.l.	86211	Société Luxembourgeoise de Droits Intel- lectuels (SOLUDRIN)	86215
Genel S.A.	86256	Sonder S.à r.l.	86214
Generali Multinational Pension Solutions SICAV	86219	Sonder S.à r.l.	86214
Juno Pharmaceuticals Luxembourg	86240	Talisman International Holdings B.V. S.C.S.	86232
Les Productions du Cercle S.à r.l.	86212	Tarvan Assur S.A.	86217
MV Kirsten Shipping S.A.	86212	Tarvan Invest S.A.	86217
Nepomuk S.A.	86216	The UBK Belgian Property Company Limi- ted	86210
North West Finance SA	86216	Thibault S.A., SICAV-SIF	86243
OCM Salt Debtco S.à r.l.	86212	Transbaticonsult S.à r.l.	86217
Ohio S.à r.l.	86213	TreeTop Scolea SICAV	86210
PCO Virgo S.à r.l.	86210	VB Investissements S.A.	86215
Pegaso Capital Sicav	86216	VG SICAV	86218
PHM Topco 24 S.à r.l.	86210	VG SICAV	86218
Prieten S.A.	86210	Violet Grafton S.à r.l.	86218
Prologis International Funding S.A.	86215	Vitus Immobilien S.à r.l.	86218
Promark Holding S.A.	86214		
Rain Man SA	86211		
Red Diamond Holdings S.à r.l.	86211		
R.E.D. FUNDING S.A., société de gestion de patrimoine familial	86213		

The UBK Belgian Property Company Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 142.858.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014063744/9.

(140074101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Prieten S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 86.325.

Le Bilan au 30 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014063657/10.

(140074275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

PHM Topco 24 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,**(anc. PCO Virgo S.à r.l.).**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 173.123.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2014.

Référence de publication: 2014063651/10.

(140073884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

TreeTop Scolea SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 134.098.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 15 avril 2014

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Jacques BERGHMANS, Hubert D'ANSEMBOURG, André BIRGET et Marc-André BECHET, en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015,
2. de ne pas renouveler le mandat de Monsieur Olivier de VINCK,
3. de nommer Monsieur François MAISSIN, avec adresse professionnelle au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en qualité d'administrateur pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015,
4. de réélire la société PRICEWATERHOUSECOOPERS (anciennement dénommée PRICEWATERHOUSECOOPERS S.à.r.l.), enregistrée sous l'immatriculation B-65477, dont l'adresse sociale demeure inchangée -400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg-, en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015.

Luxembourg, le 7 mai 2014.

Pour TreeTop Scolea SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Corinne ALEXANDRE / Marc-André BECHET

Assistante / Directeur

Référence de publication: 2014064588/25.

(140075138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Red Diamond Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 159.475.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 mai 2014.

Référence de publication: 2014063663/10.

(140073573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Rain Man SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 139, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 80.418.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014063666/10.

(140073713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Rinascimento Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 66.572.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 07 Mai 2014.

Référence de publication: 2014063671/10.

(140074196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Evord Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 184.821.

Rectificatif au dépôt L140045629 enregistré et déposé le 18 avril 2014

Suite à la cession de parts intervenue en date du 05 mars 2014 entre International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A. et Sobine investments Limited, 1,250,000 parts sociales de la Société sont transférées comme suit:

1. International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A, une société anonyme, ayant son siège social au 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 46448, cède 1,250,000 parts sociales qu'elle détient dans la Société avec effet au 05 mars 2014 et ne détient désormais aucune part sociale de la Société;

2. Sobine Investments Limited, une société limitée, ayant son siège social au 10-12, Florinis Street, Stadyl Building, 4th floor, 1065 Nicosia, Chypre et immatriculée au Registrar of Companies and Official Receiver of Nicosia, sous le numéro HE329044, acquiert 1,250,000 parts sociales de la Société avec effet au 05 mars 2014 et détient désormais 1,250,000 parts sociales de la Société,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Evord Management S.à r.l.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Signatures
Gérant

Référence de publication: 2014064961/24.

(140076294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

MV Kirsten Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 25, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 136.946.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014064365/9.

(140074397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Les Productions du Cercle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 103.151.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014064312/10.

(140074728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

OCM Salt Debtco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 185.343.

EXTRAIT

I/ En vertu d'un contrat de cession de parts sociales en date du 25 avril 2014, l'associé de la société, OCM Luxembourg ROF VI S.à r.l, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175220, a cédé la totalité des parts sociales qu'il détenait dans la société, comme suit:

1/ quatre mille sept cent soixante-quinze (4.775) parts sociales ont été cédées à la société OCM Luxembourg OPPS IX S.à r.l, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176362.

2/ mille quatre cent soixante-quinze (1.475) parts sociales ont été cédées à la société OCM Luxembourg OPPS VIIIb S.à r.l, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164690.

II/ En vertu d'un contrat de cession de parts sociales en date du 25 avril 2014, l'associé de la société, OCM Luxembourg OPPS IX (Parallèle 2) S.à r.l, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175641, a cédé une partie des parts sociales qu'il détenait dans la société, soit vingt-cinq (25) parts sociales sur les cent vingt-cinq (125) parts sociales à la société OCM Luxembourg OPPS VIIIb S.à r.l, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164690.

En conséquence de ces cessions de parts sociales, l'actionariat dans la société se présente désormais comme suit:

- L'associé OCM Luxembourg OPPS IX S.à r.l, précité, détient désormais dix mille neuf cents (10.900) parts sociales dans la société;

- L'associé OCM Luxembourg OPPS IX (Parallèle 2) S.à r.l, précité, détient désormais cent (100) parts sociales dans la société; et

- La société OCM Luxembourg OPPS VIIIb S.à r.l, précitée, est désormais associé de la société et détient mille cinq cents (1.500) parts sociales dans la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Vanessa Lorreyte

Le Mandataire

Référence de publication: 2014064410/35.

(140075078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Rolux Rose Luxembourg G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6940 Niederanven, 162, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 85.178.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 7 mai 2014.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2014063674/13.

(140073982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

R.E.D. FUNDING S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 140.999.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 23 avril 2014 que:

- Gestman S.A. a démissionné de son poste de commissaire.

- A été nommée au poste de Commissaire en remplacement du commissaire démissionnaire:

* Gestal Sàrl, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014065259/17.

(140075677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Ohio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 152.620.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 28 avril 2014

En date du 28 avril 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de confirmer et d'accepter la démission de Monsieur Michel RAFFOUL de son mandat de gérant B de la Société avec effet au 30 avril 2014;

- de nommer Madame Véronique MARTY, née le 30 mars 1977 à Nancy, France, résidant à l'adresse professionnelle suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que nouveau gérant B de la Société avec effet au 30 avril 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Markus SUMMER, gérant A

- Monsieur Johannes BURGER, gérant A

- Madame Catherine KOCH, gérant B

- Madame Véronique MARTY, gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2014.

Ohio S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014064404/24.

(140074463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Sejberg Trading S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5552 Remich, 35-35A, route de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 85.744.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014063683/10.

(140074092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Sonder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 41A, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 135.122.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme
Pour SONDER SARL
Fideco S.A.

Référence de publication: 2014063715/12.

(140073956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Sonder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 41A, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 135.122.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme
Pour SONDER SARL
Fideco S.A.

Référence de publication: 2014063714/12.

(140073887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Promark Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.
R.C.S. Luxembourg B 47.174.

Extrait des résolutions adoptées en date du 6 mai 2014 lors de l'Assemblée Générale de la société.

- La démission de Luisella Moreschi, Frédérique Vigneron et Patricia Osieka en tant qu'administrateurs de la société a été acceptée.

- Yvano Dandrea, né le 18 juin 1966 à Lugano (Suisse), demeurant professionnellement à Viale Verbano 87, CH - 6602 Muralto-Locarno été nommé administrateur unique. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2020.

- La démission de Gordale Marketing Limited en tant que commissaire aux comptes a été acceptée.

- La nomination de Denis BOUR, expert-comptable, né le 19.08.1961 à Metz, France, demeurant professionnellement au 2, rue Wilson; L - 2732 Luxembourg à la fonction de Commissaire aux comptes de la société a été approuvée. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2020.

- Le siège de la société est transféré au 2, rue Wilson; L - 2732 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PROMARK HOLDING S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2014065253/20.

(140075636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

VB Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 142.713.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014063793/9.

(140073842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Slovenia Broadband S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 145.882.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2014.

Référence de publication: 2014063686/10.

(140073630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Société Luxembourgeoise de Droits Intellectuels (SOLUDRIN), Société Anonyme.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 2C, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 166.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014063687/10.

(140073717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Prologis International Funding S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.830.

Extrait de la traduction des résolutions prises par les associés de la Société du 07 Mai 2014

Il a été décidé:

- La démission de Mr Gareth Alan Gregory avec effet au 07 mai 2014 en tant qu'administrateur de la Société a été acceptée.

- Mr Sébastien Degrandi, né le 13 novembre 1978 (Paris, France), résidant professionnellement au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg a été nommé administrateur de la Société avec effet au 07 mai 2014.

Le nouveau administrateur a été nommé pour un mandat de 6 (six) ans avec effet au 07 mai 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

- Le mandat des administrateurs suivant ont été prolongés avec effet au 07 mai 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020:

* Mr Peter Cassells

* Mr Gerrit Jan Meerkerk

Les administrateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et l'engager valablement par la signature conjointe de deux administrateurs

Luxembourg, le 08 mai 2014.

Gerrit Jan Meerkerk

Administrateur

Référence de publication: 2014065251/25.

(140075447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

North West Finance SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 120.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014064397/9.

(140075267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Nepomuk S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 122.408.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014064391/10.

(140075219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Pegaso Capital Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 155.495.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 17 avril 2014

L'Assemblée élit Mme Marina Mastrangelo, née le 1^{er} août 1969 à Milan (Italie) et domiciliée professionnellement, c/o Gentili & Partners, Foro Buonaparte, 70, 2012 Milan (Italie) et M. Riccardo del Tufo, administrateurs de la Société.

L'Assemblée renouvelle également les mandats de M. Giovanni Saladino et M. Massimiliano Angemi.

L'Assemblée vote les mandats des quatre administrateurs pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de KPMG Luxembourg Sàrl en tant que de Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour extrait sincère et conforme

BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg

Référence de publication: 2014064441/17.

(140074556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

AF International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 25, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 97.177.

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 20 mars 2014

L'an deux mille quatorze, le vingt mars, à seize heures, les actionnaires de la société AF International S.A., susvisée, se sont réunis en assemblée générale ordinaire, au siège social, et ont pris la résolution suivante:

L'Assemblée constatant que le mandat de commissaire aux comptes arrive à échéance, décide de renouveler le mandat de la société Fiduciaire Cabexco s.à r.l., ayant son siège social à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la numéro B 139.890, comme commissaire aux comptes de la société.

Le mandat de commissaire aux comptes nouvellement nommé a une durée de six années, et est donc valable jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes arrêtés au 30/06/2019, à tenir en 2020.

Weiswampach, le 20 mars 2014.

Pour extrait conforme

Les membres du bureau

Référence de publication: 2014063886/18.

(140074399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

**Tarvan Assur S.A., Société Anonyme,
(anc. Tarvan Invest S.A.).**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 99.585.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014063730/9.
(140074099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Transbaticonsult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 149.219.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014063745/9.
(140073846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

SANAD Fund for MSME, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 162.794.

Le bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bertrange, le 14 avril 2014.
Pour le compte de SANAD Fund for MSME SICAV-SIF
Citibank International plc (Luxembourg Branch)
Référence de publication: 2014063690/13.
(140073649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Dual Return Fund (Sicav), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 112.224.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, die am 06. Mai 2013 um 11.00 Uhr am Sitz der Verwaltungsgesellschaft in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, abgehalten wurde.

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung bestätigt und ernennt KPMG Luxembourg S.à r.l. als unabhängigen Wirtschaftsprüfer für das Geschäftsjahr 1. Januar 2013 - 31. Dezember 2013.

Achter Beschluss

Die Generalversammlung wählt und bestätigt die folgenden Personen bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung zu Mitgliedern des Verwaltungsrats:

Herren Manfred KASTNER, Vorsitzender
Roman MERTES
Roland DOMINICÉ
Ernst-Ludwig DRAYSS
Heinz-Peter HEIDRICH
Michael P. SOMMER
Arman VARDANYAN
Luxemburg, den 06. Mai 2013.

Référence de publication: 2014064942/23.

(140076086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Violet Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 157.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 mai 2014.

Référence de publication: 2014064652/10.

(140074828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Vitus Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 125.263.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014064653/10.

(140075339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

VG SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 85.531.

Le bilan au 31 décembre 2013, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VG SICAV

Référence de publication: 2014064657/11.

(140075122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

VG SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 85.531.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale du 9 avril 2014 («l'Assemblée Générale») a renouvelé les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Sylvain Feraud, Président, avec adresse professionnelle, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg;
- Monsieur Alessandro Castagnetti, Administrateur, avec adresse professionnelle 1, Via Clemente Maraini, CH-6900 Lugano;
- Monsieur Franco Tullio Bertoni, Administrateur, avec adresse professionnelle, 1, Via Clemente Maraini, CH-6900 Lugano;
- Madame Margherita Balerna Bommartini, Administrateur, avec adresse professionnelle, 19 Via L. Zuccoli CH-6900 Paradiso Lugano, Suisse.

Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle statuant sur les comptes au 31 Décembre 2014.

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Messieurs Renzo Triulzi et Arnaud Bouteiller, respectivement en date du 29 mai 2013 et 2 décembre 2013.

L'Assemblée Générale a renouvelé le mandat du réviseur d'entreprise suivant:

- Deloitte Audit S.à.r.l., réviseur d'entreprise, 560, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 Décembre 2014.

Pour VG SICAV

Référence de publication: 2014064658/23.

(140075123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Generali Multinational Pension Solutions SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 141.004.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 29 avril 2014

En date du 29 avril 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Eric Le Gentil en tant qu'administrateur avec effet au 30 juillet 2013,
- de ratifier la cooptation de Monsieur Michel Andignac en tant qu'administrateur avec effet au 2 octobre 2013, en remplacement de Monsieur Eric Le Gentil, démissionnaire,
- de renouveler le mandat de Monsieur Michel Andignac en tant qu'administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2015,
- de renouveler le mandat de Ernst & Young SA en tant que Réviseur d'Entreprises agréé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2015.

Luxembourg, le 8 mai 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Generali Multinational Pension Solutions Sicav

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014065013/20.

(140076239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Avanzia Bank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 109.476.

In the year two thousand and fourteen, on the twentieth day of the month of March.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of ADVANZIA Bank S.A. (the "Company"), a société anonyme having its registered office at 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, incorporated by deed of the undersigned notary on 19th July 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1315 of 2nd December 2005.

The articles of incorporation of the Company (the "Articles") have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary of 24th February 2011, published in the Mémorial number 1265 of 10th June 2011.

The meeting was presided by Me Linda Funck, maître en droit, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Me Michel Nickels, maître en droit, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Me Michel Nickels, maître en droit, residing professionally in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I) The shareholders have been duly convened by registered letters dated 6 March 2014, copies of which have been tabled before the bureau.

II) It appears from an attendance list which has been signed "ne varietur" by the undersigned notary and the members of the bureau and which will be registered with this deed, that out of the issued share capital in the amount of sixteen million two hundred seventy-nine and three hundred and eighty-seven Euro and twenty-five cents (€16,279,387.25) represented by (i) twelve thousand nine hundred and sixty-four (12,964) class A shares (the "Class A Shares"), eight thousand seven hundred and fifty-two (8,752) class A1 shares (the "Class A1 Shares"), three thousand two hundred and eighty-seven (3,287) class B shares (the "Class B Shares"), fourteen thousand five hundred and sixty-one (14,561) class B1 Shares (the "Class B1 Shares"), one hundred fifteen thousand seven hundred and thirteen (115,713) class C Shares (the "Class C Shares"), thirty-nine thousand four hundred and fifty-four (39,454) class D shares (the "Class D Shares") having a nominal value of eighty-three Euro and fifty cents (€83.50) each, representing in total one hundred ninety-four thousand seven hundred and thirty-one (194,731) shares with voting rights, and (ii) four thousand eight hundred (4,800) preferential non voting class G shares (the "Class G Shares"), three thousand three hundred and eighty (3,380) non voting class G1 shares (the "Class G1 Shares") and seven thousand two hundred and ninety-nine (7,299) non-voting preferred class F shares (the "Class F Shares") with a nominal value of one Euro and twenty-five cents (€1.25) each representing in total fifteen thousand four hundred and seventy-nine (15,479) non-voting shares, a total of two hundred ten thousand two hundred and ten (210,210) shares represented by one hundred ninety-four thousand seven hundred and thirty-one (194,731) shares with voting rights and fifteen thousand four hundred and seventy-nine (15,479) non-voting shares, are present or duly represented at the present meeting without prejudice to the change to the attendance list after the adoption of agenda items 1) and 2).

The meeting noted that, except with respect to agenda items 1) and 2,) the Class F Shares, the Class G Shares and the Class G1 Shares will not be taken into consideration for the quorum and have no voting right with respect to the items on the agenda.

The present meeting noted the quorum required for the valid deliberations on all agenda items is met and that consequently the present meeting was validly and regularly constituted and able to validly deliberate on the agenda as set out in the convening notice.

The attendance list, signed by the shareholders present, the proxyholders of the shareholders represented, the members of the bureau and the undersigned notary, shall remain attached together with the proxies to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

III) The agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Conversion of 4,800 Class G shares into 4,800 new Class A1 shares and related capital increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 394,800 so as to bring it from currently EUR 16,279,387.25 to EUR 16,674,187.25.

2. Payment of the conversion price of an amount of EUR 1,043,376 in cash and decision to allocate EUR 394,800 to the share capital and the balance of EUR 648,576 to the freely distributable share premium account.

3. Amendment of the first sentence of article 9 (Annual general meeting of shareholders) of the articles of association of the Company, so as to read as follows:

“The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on 10th April of each year at 10 a.m. CET.”

4. Amendment and restatement of the articles of incorporation so as to inter alia remove all references to the Class G shares and reflect the share capital increase as a result of adoption of agenda items 1 and 2.

5. Acknowledgement, approval and confirmation of the co-optation of Mr Tom Ruud, born on 1 October 1950 in Oslo, Norway, and having his professional address at Stranden 1, NO-0250 Oslo, Norway, as new director of the Company in replacement of Mr Henning Eskild Jensen as from 3rd February 2014 until the next annual general meeting approving the financial statements for the year ended 2013;

After deliberation, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The meeting resolved with 194,731 votes in favour, 0 votes against and 0 votes abstaining, to convert four thousand eight hundred (4,800) Class G shares of a nominal value of one Euro and twenty-five cents (€1.25) into four thousand eight hundred (4,800) new Class A1 shares of a nominal value of eighty-three Euro and fifty cents (€83.50) to be newly issued in the Company (the "Conversion") and to approve the related increase of the issued share capital of the Company by an amount of three hundred ninety-four thousand and eight hundred Euro (€394,800), so as to bring it from currently sixteen million two hundred seventy-nine thousand and three hundred and eighty-seven Euro and twenty-five cents (€16,279,387.25) to sixteen million six hundred seventy-four thousand and one hundred eighty-seven and twenty-five cents Euro (€16,674,187.25). The converted Class G shares will be cancelled upon conversion having taken effect and the Class A1 having been issued.

Second resolution

The meeting noted that the 4,800 new Class A1 shares will be issued against payment of a total conversion price of one million forty-three thousand and three hundred seventy-six Euro (€1,043,376) (the "Conversion Price"). Evidence of the payment of the Conversion Price was shown to the notary.

The meeting resolved with 194,731 votes in favour, 0 votes against and 0 votes abstaining, to allocate three hundred ninety-four thousand and eight hundred Euro (€394,800) out of the conversion price to the share capital of the Company, and to allocate the balance of six hundred forty-eight thousand and five hundred seventy-six Euro (€648,576) to the freely distributable share premium account of the Company.

As a result of the adoption of the resolutions 1) and 2) the attendance list has been amended so as to remove the 4,800 Class G shares and add the 4,800 newly issued Class A1 shares.

Third resolution

As a result of the adoption of the resolutions 1) and 2) the attendance list has been amended so as to remove the 4,800 Class G shares and add the 4,800 Class A1 shares. As a result the meeting resolved with 199,531 votes in favour, 0 votes against and 0 votes abstaining to change the date of the annual general meeting from 3rd May of each year at 10 a.m. to 10th April of each year at 10 a.m. to amend the first sentence of article 9 of the articles of association of the as set out in the agenda item 3. to 10th April of each year at 10 a.m. CET.

Fourth resolution

The meeting resolved with 199,531 votes in favour, 0 votes against and 0 votes abstaining, to amend and restate the articles of association of the Company as follows:

" **Art. 1. Form, name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued a company in the form of a société anonyme, under the name of "Avanzia Bank S.A." (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an indefinite duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation as prescribed in Article 19 hereof.

Art. 3. Object. The object of the Company is the undertaking of banking activities pursuant to article 1 of the law dated 5th April 1993 relating to the financial sector, as amended and more particularly to issue credit cards, make loans to credit card holders and receive deposits of cash and other repayable funds from the public.

The Company may also act as an insurance agency through one or more duly licensed persons.

It may perform any financial, commercial, industrial operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its object.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Munsbach. The registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Share Capital - Authorised Share Capital- Increase and reduction of subscribed/authorised share capital. The subscribed capital of the Company is set at sixteen million six hundred seventy-four thousand and one hundred eighty-seven and twenty-five cents Euro (€16,674,187.25) divided into (i) twelve thousand nine hundred and sixty-four (12,964) class A shares (the "Class A Shares"), thirteen thousand five hundred and fifty-two (13,552) class A1 shares (the "Class A1 Shares"), three thousand two hundred and eighty-seven (3,287) class B shares (the "Class B Shares"), fourteen thousand five hundred and sixty-one (14,561) class B1 Shares (the "Class B1 Shares"), one hundred fifteen thousand seven hundred thirteen (115,713) class C Shares (the "Class C Shares"), thirty-nine thousand four hundred fifty-four (39,454) class D shares (the "Class D Shares") having a nominal value of eighty-three Euro and fifty cents (€83.50) each and (ii) three thousand three hundred and eighty (3,380) preferred non-voting class G1 shares (the "Class G1 Shares") and seven thousand two hundred and ninety-nine (7,299) preferred non-voting class F shares (the "Class F Shares") with a nominal value of one Euro and twenty-five cents (€1.25) each, representing in total two hundred ten thousand two hundred and ten (210,210) shares.

Class F Shares may be converted into Class A or Class B Shares in accordance with the provisions of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies as amended.

The subscribed share capital of the Company may be increased or decreased by resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation. Shares of any class in issue in the Company to be subscribed for in cash shall be offered on a pre-emptive basis first to the shareholders of the class of shares in which the shares are issued second to the other shareholders of the Company in accordance with article 32-3 (2) of the Luxembourg law on commercial companies.

The board of directors may from time to time during a period starting on 14th December 2007 and ending on the fifth (5) anniversary of the publication in the Mémorial C of the minutes of the extraordinary shareholders meeting held on 14th December 2007 issue up to one thousand nine hundred and sixty (1,960) participation certificates to be issued without consideration.

The participation certificates shall have the rights provided for herein and in the instrument constituting the participation certificates (the «Instrument») adopted by the board of directors with the approval of the shareholders meeting.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law. It may redeem its participation certificates as provided for in the Instrument.

Art. 6. Shares and share certificates. Shares will be in registered form.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Upon request of a shareholder, certificates recording the entry of such shareholder in register of shareholders may be issued in such denominations as the board of directors shall prescribe. The certificates so issued shall be in such form

and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the board of directors. Such certificates shall be signed by two directors of the Company or by a delegate of the board of directors. Transfer of registered shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives.

The Company may accept and enter in the register a transfer on the basis of the correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee. Shares may only be transferred with the approval of the board of directors in accordance with, and except in those circumstances provided in, the shareholders agreement which may from time to time exist between the Company and its shareholders. The Company refuses to record any transfer operated in violation of the transfer restrictions which may exist from time to time.

The Company will recognize only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will be required to name one person as the owner of the share. The Company has the right to suspend the exercise rights attached to that share until one person has been designated as the sole owner in relation to the Company.

Art. 7.1. Rights Limited. The participation certificates shall not form part of the share capital of the Company and shall carry only those rights set out in these articles of incorporation and the Instrument.

7.2 Form

The participation certificates shall be exclusively in registered form and the ownership of each participation certificate shall be established by inscription in the register of participation certificates (the «Register»). The Register shall constitute evidence of ownership of the participation certificates and the person whose name appears in the Register as a holder shall be treated as the owner of the participation certificate registered in his name.

7.3 No Dividend Rights

The participation certificates shall not carry any rights to participate in any dividends or distributions of the Company except as provided for by the Instrument.

7.4 Voting

The participation certificates will not carry any voting at any general meeting of the Company.

7.5 No Transfer

Participation certificates are not transferable except as permitted by and in accordance with the Instrument.

7.6 Leaver

The Instrument shall contain leaver provisions which shall be binding on the Company and the holders of participation certificates.

7.7 No Pre-emption Rights

The participation certificates do not carry any pre-emptive rights in case of issues of shares or participation certificates.

7.8 No Further Rights

The participation certificates shall not carry any rights other than those provided for in these articles of incorporation or in the Instrument

Art. 8. Meetings of shareholders - General. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein or in any other agreement that may be entered into by the shareholders. Any resolution of the general meeting affecting the rights of one class of shares, must, in order to be validly passed, be adopted in accordance with the quorum and majority conditions required by law, with respect to each class.

Each share is entitled to one vote except for the Class F Shares and the Class G1 Shares, subject to article 46 of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial Companies as amended. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by fax or telegram or telex.

Except as otherwise required by law or by any other agreement that may be entered into from time to time by the shareholders, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 9. Annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on 10th April of each year at 10 a.m. CET.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. Board of directors. The Company shall be managed by a board of directors (the “Board”) composed of at least 3 members who need not be shareholders of the Company.

The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders by a simple majority vote of the shares present or represented and voting for a period not exceeding 6 years. They shall hold office until their successors are elected. If no term is indicated in the relevant resolution, the directors then appointed are appointed for a period of six years. The directors shall be eligible for re-election.

The board of directors shall be composed of the following members:

- one (1) director to be elected out of a slate of proposals made by holders of Class A Shares (the “Founder Director”);
- one (1) director to be elected out of a slate of proposals made by holders of Class B Shares (the “Seed Director”);
- three (3) directors to be elected out of a slate of proposals made by holders of Class C Shares (each a “Class C Director” and together the “Class C Directors”).

Any director may be removed with or without cause (*ad nutum*) and replaced at any time by the general meeting of shareholders by simple majority vote of the shares present or represented and voting at such general shareholders meeting

In the event of a vacancy in the office of any director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect in accordance with the provisions here above, by way of co-optation, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 11. Chairman of the Board. The Board will at majority (including the consent of one (1) Class C Director) appoint the chairman and the vice chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The Chairman of the board of directors or in his absence the vice chairman or an acting chairman elected by the meeting will generally preside over all meetings of the board of directors. The Chairman, the vice chairman or acting chairman of the meeting shall have the casting vote, unless he is an employee of the Company.

Art. 12. Meetings of the board of directors. The board of directors shall meet upon call by the chairman or any director (or by the secretary upon request by the Chairman or any Director) at such time date and place indicated in the notice of meeting.

Notice of any meeting (including the agenda and wherever practical with relevant reports and other documents for the Board’s decision making pertaining on the items on the agenda) shall be given by letter, telegram, telephone, facsimile transmission or e-mail advice to each director wherever practical three (3) business days before the meeting, except in the case of an emergency or corporate urgency (in which event a 4 hours notice shall be sufficient in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings), unless all Board members are present or represented or such convening period has been waived by those Board members not present or represented at the relevant meeting.

The convening notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or e-mail of each director and is implicitly waived if all Board members are present or represented at a meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

A meeting of the board of directors duly called shall be quorated if at least a majority of Board members are present or represented, including at least one (1) Class C Director and one (1) Founder Director or one (1) Seed Director. In the event a meeting of the board of directors is not duly quorated as set out hereabove, any director may require that the meeting be reconvened. At least ten (10) business days’ notice (except in case of emergency or corporate urgency where a twenty four (24) hours prior notice will be sufficient in which case the nature and the circumstances shall be set forth in the notice of the reconvened meetings) of the reconvened meeting will be given unless all the directors otherwise agree. At the reconvened meeting, the Board shall be quorate when a majority of the directors in office are present or represented including at least one (1) Class C Director.

Any director may also attend in all circumstances a Board meeting by telephone or other electronic means not requiring a director to be physically present, but allowing the directors to hear each other and to speak to each other director. Such attendance shall be equivalent to a physical attendance.

A meeting of the board of directors may be held in all circumstances by way of conference call or similar means of communications allowing the directors to hear each other and to speak to each other director. Such meeting shall be equivalent to a physical meeting.

Decisions of the board of directors shall be taken by a majority of the votes cast by the directors present or represented at the meeting except where otherwise provided.

The board of directors may also in all circumstances and at any time with unanimous consent pass resolutions by circular means and written resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of the same resolution and may be evidenced by letters, cables or facsimile transmission.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party), such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

Art. 13. Minutes of meetings of the board. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman and one (1) other director (of which at least one shall be a Class C Director) or, in the absence of the chairman, by the vice-chairman or the chairman pro tempore who presided at such meeting as well as one other director (of which at least one (1) shall be a Class C Director).

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two directors.

Art. 14. Powers of the Board. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The Board may generally or from time to time delegate all or part of its powers regarding daily management, either to a committee or committees whether or not comprising directors and to one or more directors, managers or other agents, who need not necessarily be shareholders and may grant authority to such committees, directors, managers or other agents to sub-delegate. The Board shall determine the powers and special remuneration attached to this delegation of authority.

The Board may also confer any special powers on one or more attorneys or agents of its choice.

Art. 15. Binding signatures. The Company will be bound by the joint signature of two directors of the Company of which one at least must be a Class C Director or by the joint signature of any person or persons to whom such power shall have been delegated by the Board.

Art. 16. Auditor. The operations of the Company shall be supervised by an independent auditor. The independent auditor shall be appointed in the manner required by Luxembourg law.

Art. 17. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year.

Art. 18. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the board of directors, declare dividends from time to time.

In case of distribution of net profits, the Class F Shares and the Class G1 Shares are entitled to a preferential cumulative dividend corresponding to two per cent (2%) of their nominal value or accounting par value before the other shares receive any distribution.

Interim dividends may be distributed, subject to the conditions laid down by law, upon decision of the board of directors.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors.

The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share and shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 19. Dissolution and liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Class F Shares and Class G1 Shares confer a preferential right to reimbursement of the contribution in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial Companies as amended.

Art. 20. Amendment of Articles. These articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg or by any other agreement that may be entered into from time to time by the shareholders.

Art. 21. Governing law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial Companies as amended."

Fifth resolution

The meeting acknowledged and approved with 199,531 votes in favour, 0 votes against and 0 votes abstaining, the co-optation of Mr Tom Ruud, born on 1 October 1950 in Oslo, Norway, and having his professional address at Stranden 1, NO-0250 Oslo Norway, and confirms his appointment as new director of the Company in replacement of Mr Henning Eskild Jensen as from 3rd February 2014 until the next annual general meeting approving the financial statements for the year ended 2013.

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent on the Company and charged to it by reason of the present deed and its execution, are assessed at EUR 3,500.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and French text, the English version of it will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named in the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the said persons appearing signed together with us, the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt mars.

Pardevant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire d'ADVANIA Bank S.A. (la «Société»), une société anonyme ayant son siège social au 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, constituée suivant acte reçu du notaire soussigné le 19 juillet 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1315 du 2 décembre 2005.

Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu du notaire soussigné le 24 février 2011, publié au Mémorial numéro 1265 du 10 juin 2011.

L'assemblée a été présidée par Me Linda Funck, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire Me Michel Nickels, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée a élu comme scrutateur Me Michel Nickels, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I) Les actionnaires ont été régulièrement convoqués par lettres recommandées datées du 6 mars 2014, copies desquelles ont été présentées au bureau.

II) Il ressort d'une liste de présence, qui a été signée «ne varietur» par le notaire soussigné et les membres du bureau et qui sera enregistrée avec le présent acte, que sur le capital social émis de seize millions deux cent soixante-dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-sept Euros et vingt-cinq centimes (€16.279.387,25) représenté par (i) douze mille neuf cent soixante-quatre (12.964) actions de classe A (les «Actions de Classe A»), huit mille sept cent cinquante-deux (8.752) actions de classe A1 (les «Actions de Classe A1»), trois mille deux cent quatre-vingt-sept (3.287) actions de classe B (les «Actions de Classe B»), quatorze mille cinq cent soixante-et-un (14.561) actions de classe B1 (les «Actions de Classe B1»), cent quinze mille sept cent treize (115.713) actions de classe C (les «Actions de Classe C»), trente-neuf mille quatre cent cinquante-quatre (39.454) actions de classe D (les «Actions de Classe D») ayant une valeur nominale de quatre-vingt-trois Euros et cinquante cents (€83,50) chacune, représentant au total cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent trente-et-une (194.731) actions avec droit de vote et (ii) quatre mille huit cents (4.800) actions privilégiées sans droit de vote de classe G (les «Actions de Classe G»), trois mille trois cent quatre-vingts (3.380) actions sans droit de vote de classe G1 (les «Actions de Classe G1») et sept mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf (7.299) actions privilégiées sans droit de vote de classe F (les «Actions de Classe F») ayant une valeur nominale d'un Euro et vingt-cents (€1,25) chacune, représentant au total quinze mille quatre cent soixante-dix-neuf (15.479) actions sans droit de vote, un total de deux cent dix mille et deux cent dix (210.210) actions, représentées par cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent trente-et-un (194.731) actions avec droit de vote et quinze mille quatre cent soixante-dix-neuf (15.479) actions sans droit de vote, sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée, sans préjudice de la modification de la liste de présence suite à l'adoption des points 1) et 2) de l'ordre du jour.

L'assemblée a noté qu'à l'exception des points 1) et 2) de l'ordre du jour, les Actions de Classe F, les Actions de Classe G et les Actions de Classe G1 ne seront pas prises en compte pour le calcul du quorum et n'auront aucun droit de vote en relation avec les points de l'ordre du jour.

La présente assemblée a noté que le quorum requis afin de pouvoir valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour est réuni et que la présente assemblée était par conséquent valablement et régulièrement constituée et pouvait valablement délibérer sur l'ordre du jour figurant dans l'avis de convocation.

La liste de présence, signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau ainsi que le notaire soussigné, ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Conversion de 4.800 Actions de Classe G en 4.800 nouvelles Actions de Classe A1 et en conséquence augmentation du capital social de la Société par un montant de 394.800 Euros afin de le porter d'un montant d'actuellement 16.279.387,25 Euros à un montant de 16.674.187,25 Euros.

2. Paiement du prix de conversion d'un montant 1.043.376 Euros en espèces et décision d'allouer 394.800 Euros au capital social et la différence de 648.576 Euros au compte de la prime d'émission librement distribuable.

3. Modification du premier alinéa de l'article 9 (Assemblée générale annuelle des actionnaires) des statuts de la Société, afin de se lire comme suit:

"L'Assemblée générale des actionnaires se tiendra, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 10 avril de chaque année à 10.00 heures".

4. Modification et refonte des Statuts afin d'enlever toutes les références aux Actions de Classe G et afin de refléter l'augmentation de capital suite à l'adoption des points 1) et 2) de l'ordre du jour.

5. Prise d'acte, approbation et confirmation de la cooptation de Monsieur Tom Ruud, né le 1^{er} octobre 1950 à Oslo, Norvège, avec adresse professionnelle au Stranden 1, NO-0250 Oslo Norvège, en tant que nouvel administrateur de la Société en remplacement de Monsieur Henning Eskild Jensen avec effet au 3 février 2014 jusqu'à la prochaine assemblée générale approuvant les comptes annuels pour l'année 2013.

Après délibération, l'assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée a décidé avec 194.731 voix pour, 0 voix contre et 0 abstentions, de convertir quatre mille huit cents (4.800) Actions de Classe G d'une valeur nominale de un euro et vingt-cinq centimes (€1,25) en quatre mille huit cents (4.800) Nouvelles Actions de Classe A1 d'une valeur nominale de quatre-vingt-trois Euros et cinquante centimes (€83,50) qui seront émises dans la Société (la "Conversion") et d'approuver l'augmentation du capital social de la Société y relative, par un montant de trois cent quatre-vingt-quatorze mille huit cents euros (€394.800), afin de le porter d'un montant d'actuellement seize millions deux cent soixante-dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-sept Euros et vingt-cinq centimes (€16.279.387,25) à un montant de seize millions six cent soixante-quatorze mille cent quatre-vingt-sept Euros et vingt-cinq centimes (€16.674.187,25). Les Actions de Classe G converties seront annulées suite à la Conversion dès que la Conversion est effective et que les Actions de Classe A1 ont été émises.

Deuxième résolution:

L'assemblée a noté que quatre mille huit-cent (4.800) nouvelles Actions de Classe A1 seront émises contre le paiement d'un montant total de conversion d'un million quarante-trois mille trois cent soixante-seize Euros (€1.043.376) (le "Prix de Conversion"). La preuve du paiement du Prix de Conversion a été montrée au notaire.

L'assemblée a décidé avec 194.731 voix pour, 0 voix contre et 0 abstentions, d'allouer trois cent quatre-vingt-quatorze mille huit-cent Euros (€394.800) du Prix de Conversion au capital social de la Société, et d'allouer la différence d'un montant de six cent quarante-huit mille cinq cent soixante-seize Euros (€648.576) au compte prime d'émission librement distribuable.

En conséquence de l'adoption des résolutions 1) et 2), la liste de présence a été modifiée, afin d'enlever les 4.800 Actions de Class G et d'ajouter les 4.800 nouvelles Actions de Classe A1, nouvellement émises.

Troisième résolution

En conséquence de l'adoption des résolutions 1) et 2) la liste de présence a été modifiée afin d'enlever les 4.800 Actions de Classe G et d'ajouter les 4.800 Actions de Classe A1. En conséquence l'assemblée résout avec 199.531 voix pour, 0 voix contre et 0 abstentions, de modifier la date de l'assemblée générale annuelle du 3 mai de chaque année à 10.00 heures au 10 avril de chaque année à 10.00 heures afin de modifier le premier alinéa de l'article 9 des Statuts tel que repris dans l'ordre du jour sous le point 3 au 10 avril de chaque année à dix heures.

Quatrième résolution

L'assemblée a décidé avec 199.531 voix pour, 0 voix contre et 0 abstentions, de modifier et refondre les Statuts comme suit:

" **Art. 1^{er}. Forme, dénomination.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires, une société anonyme sous la dénomination de «Advanzia Bank S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une période indéterminée. Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 19 ci-après.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est l'exercice de toute activité bancaire conformément à l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1993 relatif au secteur financier tel que modifié et plus particulièrement d'émettre des cartes de crédit, faire des crédits aux détenteurs de cartes de crédit et recevoir des dépôts en espèce et en d'autres avoirs remboursables du public.

La Société peut également agir comme agent d'assurances par le biais d'une ou plusieurs personnes détenant une licence valable.

Elle pourra faire toute opération financière, commerciale, industrielle qu'elle estime nécessaire dans l'accomplissement et le développement de son objet.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Munsbach. Le siège social peut être transféré à l'intérieur d'une municipalité par décision du conseil d'administration. Il peut être créé par simple décision du conseil d'administration des succursales au bureau tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Art. 5. Capital social - Capital autorisé - augmentation et réduction du capital social souscrit/autorisé. Le capital souscrit de la Société est fixé à seize millions six cent soixante-quatorze mille cent quatre-vingt-sept Euro et vingt-cinq centimes (€ 16.674.187,25), divisé en (i) douze mille neuf cent soixante-quatre (12.964) actions de classe A (les "Actions de Classe A"), treize mille cinq cent cinquante-deux (13.552) actions de classe A1 (les "Actions de Classe A1"), trois mille deux cent quatre-vingt-sept (3.287) actions de classe B (les "Actions de Classe B"), quatorze mille cinq cent soixante et une (14.561) actions de classe B1 (les "Actions de Classe B1"), cent quinze mille sept cent treize (115.713) actions de classe C (les "Actions de Classe C"), trente-neuf mille quatre-cent cinquante-quatre (39.454) actions de classe D (les "Actions de Classe D"), ayant une valeur nominale de quatre-vingt-trois Euros et cinquante Cent (€ 83,50) chacune et (ii) trois mille trois cent quatre-vingts (3.380) actions privilégiées sans droit de vote de classe G1 (les "Actions de Classe G1") et sept mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf (7.299) actions privilégiées sans droit de vote de classe F (les "Actions de Classe F") ayant une valeur nominale d'un Euro et vingt-cinq Cent (€ 1,25) chacune, représentant un total de deux cent dix mille deux cent dix (210.210) actions.

Les Actions de Classe F peuvent être converties en Actions de Classe A ou Classe B conformément aux dispositions de la loi du dix août mille neuf cent quinze sur des sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le capital social souscrit peut être augmenté ou réduit par résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée de la manière requise pour la modification de ces statuts. Les actions à émettre dans la Société dans une classe, à être souscrites en contrepartie d'un apport en numéraire seront offertes sur une base d'un droit de préemption en premier lieu aux actionnaires de la classe d'actions dans laquelle les actions sont émises et ensuite aux autres actionnaires de la Société conformément à l'article 32-3 (2) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Le conseil d'administration peut émettre de temps en temps, pendant une période qui commence à courir le 14 décembre 2007 et se termine le cinquième (5) anniversaire de la publication au Mémorial C du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 14 décembre 2007, jusqu'à mille neuf cent soixante (1,960) parts bénéficiaires à être émises sans contrepartie.

Les parts bénéficiaires auront les droits prévus par les présentes et dans le document constitutif de parts bénéficiaires (le «Document») adopté par le conseil d'administration avec l'approbation de l'assemblée des actionnaires.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi. Elle peut racheter ses parts bénéficiaires comme prévu dans le Document.

Art. 6. Actions et certificats d'actions. Les actions seront émises sous forme nominative.

La Société considérera la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites dans le registre des actionnaires comme le véritable propriétaire de ces actions.

Sur requête d'un actionnaire, des certificats confirmant l'entrée de tels actionnaires dans le registre des actionnaires peuvent être émis avec les dénominations telles qu'elles seront prescrites par le conseil d'administration. Les certificats ainsi émis doivent avoir la forme et porter les indications et les numéros d'identification qui auront été déterminés par le conseil d'administration. Ces certificats doivent être signés par deux administrateurs de la Société ou par un délégué du conseil d'administration. Le transfert d'actions nominatives se fera par une déclaration de transfert écrite portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs mandataires justifiant des pouvoirs requis. La Société peut accepter d'inscrire dans le registre un transfert sur la base de correspondance ou d'autres docu-

ments enregistrant la convention entre le cédant et le cessionnaire pourvu que la Société refuse d'enregistrer tout transfert effectué en violation des restrictions qui peuvent exister de temps en temps en matière de transfert.

La Société peut accepter et inscrire dans le registre un transfert sur la base de la correspondance ou autres documents enregistrant la convention entre le cédant et le cessionnaire. Des actions ne peuvent être cédées qu'avec l'approbation du conseil d'administration conformément au pacte des actionnaires qui pourrait exister de temps en temps entre la Société et ses actionnaires, à l'exception dans des circonstances prévues par le pacte. La Société refuse d'enregistrer tout transfert effectué en violation des restrictions qui peuvent exister de temps en temps en matière de transfert.

La Société a le droit de suspendre les droits d'exercice rattachés à cette action jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme seul propriétaire en relation avec la Société.

Art. 7.1. Droits limités. Les parts bénéficiaires ne feront pas partie du capital social de la Société et n'auront que les droits prévus dans les statuts et dans le Document.

7.2. Forme

Les parts bénéficiaires seront exclusivement en forme nominative et le droit de propriété de chaque part bénéficiaire sera établi par inscription dans le registre des parts bénéficiaires (le «Registre»). Le Registre constituera preuve du droit de propriété des parts bénéficiaires et la personne dont le nom apparaît dans le Registre comme détenteur sera traité comme propriétaire des parts bénéficiaires enregistrées en son nom.

7.3. Pas de droit aux dividendes

Les parts bénéficiaires ne porteront aucun droit à participer dans la répartition ou distribution du bénéfice de la Société sauf si c'est prévu par le Document.

7.4. Vote

Les parts bénéficiaires n'auront pas de droit de vote lors des assemblées générales de la Société.

7.5. Pas de cession

Les parts bénéficiaires ne sont pas cessibles sauf dans les cas permis conformément au Document.

7.6. «Leaver»

Le Document contiendra des dispositions de «Leaver» qui seront obligatoires pour la Société et les détenteurs des parts bénéficiaires.

7.7. Pas de droits de préemption

Les parts bénéficiaires n'auront pas de droits de préemption en cas d'émission d'actions ou de parts bénéficiaires.

7.8. Pas de droits supplémentaires

Les parts bénéficiaires ne porteront pas d'autres droits que ceux qui sont prévus dans les statuts ou dans le Document.

Art. 8. Assemblée des actionnaires - Généralités. Toute assemblée régulièrement constituée des actionnaires de la Société représentera tous les actionnaires de la Société. Elle disposera des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, mettre en oeuvre ou ratifier des actes en rapport avec les opérations de la Société.

Les quorums et les délais de convocations prévus par la loi régiront la convocation aux assemblées des actionnaires de la Société ainsi que leur déroulement, sous réserve de dispositions contraires des présents statuts ou tout autre document qui pourra être conclu par les actionnaires. Toute résolution prise lors de l'assemblée générale affectant les droits d'une classe d'actions, doit, afin d'être valable, être adoptée conformément aux conditions légales de quorum et de majorité, concernant chaque classe.

Chaque action a droit à une voix sauf pour les Actions de Classe F et les Actions de Classe G1, soumises à l'article 46 de la loi du dix août dix-neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Tout actionnaire pourra agir à toute assemblée des actionnaires en nommant une autre personne comme son mandataire par écrit, télécopie, télégramme ou télex.

Sauf disposition légale contraire ou toute autre convention qui peut être conclue entre les actionnaires de temps en temps, les résolutions prises aux assemblées des actionnaires dûment convoquées seront adoptées à la majorité simple des présents ou représentés et votants.

Si tous les actionnaires sont présents ou re-présentés à une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalables.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 10 avril de chaque année à 10.00 heures.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir à l'heure et au lieu indiqué dans les avis de convocation.

Art. 10. Conseil d'administration. La société est administrée par un conseil d'administration (le «Conseil») composé de trois membres au moins qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale des actionnaires par vote à la majorité simple des actions présentes ou représentées pour une période n'excédant pas 6 ans. Ils seront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Si la durée n'est pas précisée dans la résolution y relative, les administrateurs ainsi nommés le sont pour une période de 6 ans. Les administrateurs sont rééligibles.

Le conseil d'administration est composé des membres suivants:

- un (1) administrateur éligible parmi une liste de propositions faites par les détenteurs d'Actions de Classe A (l'«Administrateur Fondateur»);
- un (1) administrateur éligible parmi une liste de propositions faites par les détenteurs d'Actions de Classe B (l'«Administrateur Seed»);
- trois (3) administrateurs éligibles parmi une liste de propositions faites par les détenteurs d'Actions de Classe C (l'«Administrateur de Classe C»);

Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif (ad nutum) et peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires par vote à la majorité simple des actions présentes ou représentées votantes lors d'une telle assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou autrement, les administrateurs restants peuvent élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 11. Président du Conseil. Le Conseil choisira à la majorité (comprenant le consentement d'un (1) Administrateur de Classe C) un président et un vice-président. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui aura comme fonction de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires.

Le Président du conseil d'administration ou en son absence le vice président ou le président suppléant élu par l'assemblée présidera de manière générale toutes les réunions du conseil d'administration. Le Président, le vice président ou le président suppléant de la réunion aura la voix prépondérante, à moins qu'il soit un employé de la Société.

Art. 12. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de tout administrateur (ou du secrétaire sur requête du président ou de tout administrateur) en temps, date et lieu indiqués dans l'avis de convocation.

Avis de toute réunion (comprenant l'ordre du jour et, dans la mesure du possible, les rapports pertinents et autres documents nécessaires à la prise de décision par le Conseil et relatif à l'ordre du jour) sera donné par lettre, télégramme, téléphone, télécopie ou par courrier électronique à chaque administrateur, trois (3) jours ouvrables avant la réunion, sauf s'il y a nécessité ou urgence pour la Société (auquel cas un avis préalable de quatre (4) heures sera suffisant et auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation), à moins que tous les membres du Conseil ne soient présents ou représentés ou que les membres du Conseil non-présents ou non-représentés aient renoncé à un tel délai de convocation.

Chaque administrateur pourra, par écrit, télécopie, télégramme ou courrier électronique renoncer à l'avis de convocation, et il y est implicitement renoncé à chaque fois que tous les membres du Conseil sont présents ou représentés.

Une réunion du conseil d'administration dûment appelée sera en nombre suffisant si au moins une majorité des membres du Conseil sont présents ou représentés, comprenant au moins un (1) Administrateur de Classe C et un (1) Administrateur Fondateur ou un (1) Administrateur Seed.

Une réunion du conseil d'administration dûment appelée sera en nombre suffisant si au moins une majorité des membres du Conseil sont présents ou représentés, comprenant, suite à l'émission d'Actions de Classe C, au moins un (1) Administrateur de Classe C et un (1) Administrateur Fondateur. Dans le cas où une réunion du conseil d'administration n'a pas réuni le quorum comme prévu ci-avant, tout administrateur pourra requérir que la réunion soit reconvoquée. Un avis de convocation donné au moins dix (10) jours ouvrables avant (sauf dans le cas où il y aurait nécessité ou urgence pour la Société, auquel cas un avis donné vingt-quatre (24) heures avant serait suffisant, auquel cas la nature et les circonstances de l'urgence doivent être indiquées dans l'avis des réunions reconvoquées) la réunion reconvoquée sera donné, sauf si la totalité des administrateurs en conviennent autrement. Lors de la réunion reconvoquée, le quorum du conseil d'administration sera atteint lorsqu'une majorité des administrateurs en fonction sont présents ou représentés comprenant, au moins un (1) Administrateur de Classe C.

Tout administrateur peut aussi participer en toutes circonstances à une réunion du Conseil par téléphone ou tout autre moyen électronique qui ne requiert pas la présence physique de l'administrateur, mais qui permette aux administrateurs de s'entendre et de pouvoir tous se parler mutuellement. Une telle participation est à considérer équivalente à une présence physique.

Une réunion du conseil d'administration pourra être tenue en toutes circonstances au moyen de conférence électronique ou moyen similaire de communication permettant aux administrateurs de tous s'entendre et se parler. Une telle réunion est équivalente à une réunion en personnes.

Les décisions du conseil d'administration seront prises par une majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à la réunion sauf disposition contraire.

Le conseil d'administration peut également en toutes circonstances et à tout moment avec un consentement unanime prendre des résolutions par voie circulaire et des résolutions écrites seront toutes valables et effectives de la manière comme si elles avaient été prises durant une réunion dûment appelée et tenue. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés, preuve pouvant être rapportée par courrier, câbles ou télécopies.

Au cas où un administrateur ou directeur aurait un intérêt personnel dans une transaction de la Société (autrement qu'un intérêt existant en raison de sa qualité d'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir ou employé de l'autre partie contractante) cet administrateur ou directeur devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera ni ne prendra part au vote concernant ces transactions, et rapport devra être fait au sujet de l'intérêt personnel de tel administrateur ou directeur à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 13. Procès verbaux des réunions du Conseil. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par le président et un (1) autre administrateur (parmi lesquels au moins un sera Administrateur de Classe C) ou, en l'absence du président, par le vice-président ou le président pro tempore qui aura assumé la présidence lors de cette réunion ainsi qu'un autre administrateur (parmi lesquels au moins un (1) sera Administrateur de Classe C).

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut généralement ou occasionnellement déléguer tout ou partie de ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière de la Société soit à un ou plusieurs comités comprenant ou non des administrateurs et à un ou plusieurs administrateurs, managers ou autres agents, ne devant pas nécessairement être actionnaires et peut donner pouvoir à ces comités, administrateurs, managers ou autres agents de subdéléguer. Le conseil d'administration déterminera les pouvoirs et rémunérations spéciales attachées à cette délégation de pouvoirs.

Le Conseil peut également déléguer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou agents de son choix.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société parmi lesquels au moins un doit être Administrateur de Classe C ou par la signature conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir aura été délégué par le Conseil.

Art. 16. Réviseur d'entreprise. Les opérations de la Société sont surveillées par un réviseur d'entreprises indépendant. Il sera nommé conformément à la loi luxembourgeoise.

Art. 17. Exercice Social. L'exercice social de la Société commencera le premier (1) janvier de chaque année et se terminera le trente et un (31) décembre de la même année

Art. 18. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve sera égale à dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires déterminera comment il sera disposé du montant restant du profit annuel net et peut, sans jamais excéder les montants proposés par le conseil d'administration, décider de temps en temps de déclarer des dividendes.

Dans le cas d'une distribution de profits nets, les Actions de Classe F et les Actions de Classe G1 ont droit à un dividende préférentiel cumulatif correspondant à deux pour cent (2%) de leur valeur nominale ou de leur valeur comptable avant toute distribution faite aux autres actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être distribués, dans les conditions prévues par la loi et sur décision du conseil d'administration.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise décidée par le conseil d'administration en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut prendre une décision finale quant au cours applicable pour convertir les montants des dividendes en la devise de leur paiement.

Un dividende déclaré pour une action mais non payé pendant cinq (5) ans ne pourra par la suite plus être réclamé par le détenteur de cette action et sera perdu pour celui-ci, et reviendra à la Société.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la Société pour le compte des détenteurs d'actions.

Art. 19. Dissolution et liquidation. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires décidant la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Les Actions de Classe F et les Actions de Classe G1 confèrent un droit préférentiel au remboursement de l'apport conformément à la loi du dix août dix-neuf cent quinze sur les Sociétés Commerciales telle que modifiée.

Art. 20. Modification des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés de temps en temps par une assemblée des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise ou de toute autre convention qui peut être conclu entre les actionnaires de temps en temps.

Art. 21. Loi applicable. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales telle que modifiée."

Cinquième résolution

L'assemblée prend acte et approuve avec 199.531 voix pour, 0 voix contre et 0 abstentions, la cooptation de Monsieur Tom Ruud, né le 1 octobre 1950 à Oslo, Norvège, avec adresse professionnelle au Stranden 1, NO-0250 Oslo, Norvège et confirme sa nomination en tant que nouvel administrateur de la Société en remplacement de Monsieur Henning Eskild Jensen avec effet au 3 février 2014 jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes sociaux pour l'année 2013.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les coûts, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge en raison du présent acte et de sa signature, sont estimés à EUR 3.500,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, les membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte original.

Signé: L. FUNCK, M. NICKELS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 mars 2014. Relation: LAC/2014/14889. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 mai 2014.

Référence de publication: 2014064744/676.

(140075828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Aubay, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 52.528.

Extrait de l'assemblée générale annuelle tenue à Capellen en date du 15 avril 2014

Monsieur Luc Bernard a démissionné avec effet au 15 novembre 2013, de son mandat d'administrateur de la Société. Le Conseil d'Administration réuni en date du 19 novembre 2013 a accepté la démission de Monsieur Luc Bernard de son mandat d'administrateur.

En date du 25 février 2014, Monsieur Michel Soetens a remis au Conseil d'Administration sa démission de son mandat d'administrateur au sein de la société avec effet au 28 février 2014. Le Conseil d'Administration a accepté cette démission lors de sa réunion du 31 mars 2014.

L'Assemblée Générale prend acte de ces deux démissions.

L'assemblée renouvelle le mandat d'administrateur de:

- Monsieur Christophe ANDRIEUX, demeurant au 17, rue Mahias, F-92100 Boulogne Billancourt;
- Monsieur Joël SANZOT, demeurant professionnellement au 38, rue Pafebruch, L-8308 Capellen;
- Monsieur Philippe RABASSE, demeurant au 10, rue de l'ancienne Mairie, F-92100 Boulogne Billancourt.

Les mandats d'administrateurs ainsi nommés viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014064800/23.

(140075547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Talisman International Holdings B.V. S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1547 Luxembourg, 3, rue Marcel Fischbach.
R.C.S. Luxembourg B 170.500.

—
Rectificatif du dépôt L12035370 déposé le 01/08/2012

In the year two thousand twelve, on the twenty-fifth day of July.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Talisman International Holdings B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap) incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at Strawinskylaan 3159, 1077 ZX Amsterdam, the Netherlands and registered with the Dutch Chamber of Commerce, as General Partner (as defined below),

here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy given under private seal,

2. TE Finance S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3, rue Marcel Fischbach, L-1547 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 149.868, as Limited Partner 1 (as defined below),

here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy given under private seal,

3. TE Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3, rue Marcel Fischbach, L-1547 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.481, as Limited Partner 2 (as defined below),

here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy given under private seal, and

4. TE NOK S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3, rue Marcel Fischbach, L-1547 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 156.278, as Limited Partner 3 (as defined below),

here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy given under private seal.

Hereafter General Partner, Limited Partner 1, Limited Partner 2 and Limited Partner 3 are together referred to as the Partners and each a Partner.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the agreement governing a limited partnership (société en commandite simple) which is hereby created.

I. Name - Statutory seat - Duration - Object

Art. 1. Name. There exists among Talisman International Holdings B.V., being the general partner (associé commandité) (the General Partner), TE Finance S.à r.l., as limited partner 1 (the Limited Partner 1), TE Capital S.à r.l., as limited partner 2 (the Limited Partner 2) and TE NOK S.à r.l., as limited partner 3 (the Limited Partner 3), being the limited partners (associés commanditaires) (the Limited Partner 1, the Limited Partner 2 and the Limited Partner 3, together referred as the Limited Partners) and any and all persons or entities who may become partners in the future, a limited partnership (société en commandite simple) under the name Talisman International Holdings BV S.C.S. (the Partnership), governed by the present Agreement (the Agreement) and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

Art. 2. Statutory Seat. The statutory seat of the Partnership is established in the city of Luxembourg.

Art. 3. Duration.

3.1. The Partnership is established for an unlimited duration.

3.2. The term of the Partnership does not end by the resignation, dissolution or bankruptcy or insolvency of any of the General Partner(s) or Limited Partner(s).

Art. 4. Object.

4.1. The object of the Partnership is the financing of group companies and the acquisition of participations in companies or enterprises in any form whatsoever. The Partnership may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or

in any other manner any stock, shares, and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

4.2. The Partnership may carry out any other activity in connection with, incidental to or conclusive to the object as outlined at 4.1 above.

II. Capital - Units

Art. 5. Capital.

5.1. The subscribed unit capital of the Partnership is set at two million four hundred thousand United States Dollars (USD 2,400,000) represented by four (4) units of two hundred forty thousand United States Dollars (USD 240,000) each held by the General Partner (the Units of the General Partner), and six (6) units of two hundred forty thousand United States Dollars (USD 240,000) each held by the Limited Partners, with each Limited Partner holding two such units (the Units of the Limited Partners, and together with the Units of the General Partner, the Units).

5.2. All the Units are fully paid up.

5.3. All capital contributions shall be accounted for in the relevant Partner's capital reserve account.

Art. 6. Transfer of Units.

6.1. The Units are freely transferable among the Partners.

6.2. No transfers of Units of the Limited Partner(s) to a third party shall be made without the prior written approval of the majority of the non-selling Partners.

6.3. No transfers of Units of the General Partner to a third party shall be made without the prior written approval of all of the non-selling Partners.

6.4. The transfer of Units will only be binding upon the Partnership following a notification to or acceptance by the Partnership of the transfer as provided for in article 1690 of the civil code.

Art. 7. Liability.

7.1. The liability of a Limited Partner will be limited to the amount of its respective contribution to the Partnership, and, except as otherwise required by Law, nothing in this Agreement shall remove, diminish or affect such limitation provided such Limited Partner complies with the provisions of this Agreement and any applicable laws.

7.2. The General Partner is jointly and severally liable towards third parties for all the obligations of the Partnership.

Art. 8. Issuance of Units.

8.1 The admission of additional partners and the issuance of Units to such partners shall be subject to the prior written approval of the General Partner(s). The admission of additional partners and the issuance of Units to such partners shall not require the prior written approval of the Limited Partners.

Art. 9. Form of Units - Partners' register.

9.1. Units are and will remain in registered form.

9.2. A partners' register will be kept at the office of the Partnership and may be examined by each Partner who so requires.

III. Management - Delegation of powers - Auditor - Representation

Art. 10. Management.

10.1. The Partnership shall be managed by one or several General Partner(s) who shall be personally jointly and severally liable with the Partnership for all liabilities which cannot be covered by the assets of the Partnership.

10.2. The General Partner(s) are vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by the Law or by this Agreement to the general meeting of partners.

10.3. The General Partner(s) shall have full powers to carry out and approve for the Company all acts and operations consistent with the Company's objects.

10.4. In case of plurality of General Partners, decisions of the General Partners shall be validly taken if adopted by a majority of the General Partners.

Art. 11. Delegation of powers.

11.1. Subject to article 15.1(c), the General Partner(s) may at any time appoint one or several ad hoc agent(s) to perform specific tasks. The General Partner(s) shall determine the powers and remuneration (if any) of such agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant condition of the agency. The agent(s) so appointed are in any case revocable ad nutum by decision of the General Partner(s).

11.2. The appointment of agent(s) pursuant to article 11.1. above shall have no effect on the unlimited liability of the General Partner(s).

Art. 12. Auditor.

12.1. The Partnership may appoint and shall do so in the cases provided by the Law one auditor. The auditor shall be appointed by the general meeting of partners for a term which may not exceed six years, renewable.

12.2. The auditor is revocable ad nutum by the general meeting of partners.

Art. 13. Representation.

13.1. The Partnership shall be bound by the sole signature of the General Partner, or in case of plurality of General Partners, any General Partner or by the sole signature of any person to whom the power to sign on behalf of the Partnership has been validly delegated by the General Partner(s) in accordance with article 10.1. of this Agreement.

Art. 14. Remuneration of the General Partner(s).

14.1. The General Partner(s) may receive an annual remuneration for their duties in connection with the Partnership, such remuneration to be decided upon by the general meeting of partners, from time to time.

Art. 15. Restrictions on Limited Partners.

15.1. No Limited Partner shall:

- (a) be permitted to take part in, or interfere in any manner with, the control of the business or affairs of the Partnership;
- (b) have any vote in the management or operation of any Partnership asset; or
- (c) have the authority or power to act as agent for or on behalf of the Partnership or any other partner, to do any act which would be binding on the Partnership or any other partner, or to incur any expenditures on behalf of or with respect to the Partnership.

IV. General meetings of partners**Art. 16. Powers and voting rights.**

16.1. Each Unit entitles its holder to one vote in general meetings of partners.

16.2. Each partner may appoint any person or entity as its attorney pursuant to a proxy given by letter, telegram, telex, telefax or e-mail, to represent it at a general meeting of partners.

Art. 17. Form - Quorum - Majority.

17.1. The partners shall meet as often as necessary upon call of the General Partner or, in case of plurality of General Partners, any one (1) General Partner with at least five days prior written notice. The general meeting of partners shall be held at the place indicated in the convening notice.

17.2. If all the partners are present or represented at a general meeting of partners, the convening notices may be waived in writing.

17.3. Subject to article 17.5. of this Agreement, resolutions at general meetings of partners shall be passed validly by a simple majority of partners present or represented at the meeting.

17.4. Notwithstanding article 17.3. of this Agreement, the general meeting of partners shall not validly deliberate unless the General Partner or, in case of plurality of General Partners, each General Partner is present or represented.

17.5. Any general meeting of partners convened to amend any provision of, and/or fully restate, this Agreement shall not validly deliberate unless at least one half of the Units outstanding is present or represented and the agenda indicates the proposed amendments to this Agreement. If the quorum requirement is not satisfied, a second general meeting of partners may be convened by registered letter confirmed by the stamp evidencing the date of dispatch addressed to each partner. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous general meeting of partners. The second general meeting of partners shall validly deliberate regardless of the proportion of Units represented. Resolutions are validly adopted when approved by partners representing three quarters of the Units outstanding and by the General Partner, or in case of plurality of General Partners, each of the General Partners. Contrary to the previous sentence, resolutions concerning the amendment of this Agreement reflecting the transfer of a Unit among the Partners, the transfer of Units of the Limited Partner(s) to a third party and the admission of additional partners and the issuance of Units to such partners, are validly adopted when approved by the General Partner, or in case of plurality of General Partners, each of the General Partners.

17.6. Decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, telefax or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution.

V. Annual general meeting - Accounts - Allocation of profits**Art. 18. Annual General Meeting.**

18.1. An annual general meeting of partners approving the financial statements shall be held annually within six months after the close of the accounting year at the office of the Partnership or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting.

Art. 19. Accounting Year.

19.1. The accounting year of the Partnership shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

19.2. Each year, the General Partner(s) shall draw up an inventory and prepare in accordance with the Law, the financial statements of the Partnership.

Art. 20. Allocation of Profits.

20.1. The allocation and distribution of profits shall be determined and, as the case may be, declared by the general meeting of partners, upon proposal of the General Partner(s) acting in accordance with Section IV of this Agreement.

20.2. Each partner of the Partnership has the right to participate in the profits of the Partnership in proportion to the percentage of the notional unit capital held by him in the Partnership, notional unit capital meaning the capital of the Units held by him in the Partnership plus any unit premium paid in.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 21. Dissolution - Liquidation.

21.1. In the event of dissolution of the Partnership for any reason and at any time whatsoever, liquidation will be carried out by one or several liquidator(s) appointed by the general meeting of partners deciding such liquidation.

21.2. Such general meeting of partners shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 22. Allocation of the liquidation surplus.

22.1. After payment of all debts and liabilities of the Partnership or deposit of any funds to that effect, the surplus will be paid to the partners in proportion to the percentage of the notional unit capital held by him in the Partnership, notional unit capital meaning the capital of the Units held by him in the Partnership plus any unit premium paid in.

VII. General provision

Art. 23. Application of the Law.

23.1. This Agreement is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the Law.

Transitory provision

By exception to article 19.1, the first accounting year of the Partnership begins on the date of this deed and ends on December 31, 2013.

Subscription - Payment

Thereupon, the appearing parties, here represented as stated above, declare to subscribe for the ten (10) Units issued by the Partnership as follows:

1. Talisman International Holdings B.V., prenamed and represented as stated above, subscribes to four (4) Units of the General Partner and undertakes to pay them up by a contribution in cash of an aggregate amount of nine hundred sixty thousand United States Dollars (USD 960,000) which is to be allocated to the unit capital account of the Partnership;

2. TE Finance S.à r.l., prenamed and represented as stated above, subscribes to two (2) Units of the Limited Partner and pays them up by a contribution in cash of an aggregate amount of four hundred eighty thousand United States Dollars (USD 480,000), which is to be allocated to the unit capital account of the Partnership;

3. TE Capital S.à r.l., prenamed and represented as stated above, subscribes to two (2) Units of the Limited Partner and undertakes to pay them up by a contribution in cash of an aggregate amount of four hundred eighty thousand United States Dollars (USD 480,000), which is to be allocated to the unit capital account of the Partnership; and

4. TE NOK S.à r.l., prenamed and represented as stated above, subscribes to two (2) Units of the Limited Partner and undertakes to pay them up by a contribution in cash of an aggregate amount of four hundred eighty thousand United States Dollars (USD 480,000) which is to be allocated to the unit capital account of the Partnership.

The amount of two million four hundred thousand United States Dollars (USD 2,400,000) shall not be made in the presence of the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Partnership in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 2,900.-

Resolutions of the partners

Immediately after the incorporation of the Partnership, the partners of the Partnership, representing the entire subscribed capital, have passed the following resolution:

Notwithstanding that the registered office of the Partnership is hereby set at 3, rue Marcel Fischbach, L-1547 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, the Partnership shall conduct its business in the Netherlands from the location where its General Partner is conducting its business from, which is at Strawinskylaan 3159, 1077 ZX Amsterdam, the Netherlands.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representatives of the appearing parties, and signed by the latter with the undersigned notary.

Follows the french version:

L'an deux mille douze, le vingt-cinquième jour de juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Talisman International Holdings B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap) constituée selon les lois des Pays-Bas, dont le siège social est situé à Strawinskylaan 3159, 1077 ZX Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée à la Chambre de Commerce néerlandaise, en tant qu'Associé Commandité (tel que défini ci-dessous),

ici représentée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

2. TE Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 3, rue Marcel Fischbach, L-1547 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.868, en tant qu'Associé Commanditaire 1 (tel que défini ci-dessous),

ici représentée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

3. TE Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 3, rue Marcel Fischbach, L-1547 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.481, en tant qu'Associé Commanditaire 2 (tel que défini ci-dessous),

ici représentée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

4. TE NOK S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 3, rue Marcel Fischbach, L-1547 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.278, en tant qu'Associé Commanditaire 3 (tel que défini ci-dessous),

ici représentée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Ci-après l'Associé Commandité, l'Associé Commanditaire 1, l'Associé Commanditaire 2 et l'Associé Commanditaire 3 sont ensemble désignés comme les Associés et chacun un Associé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes ainsi que le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme décrit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser le contrat régissant une société en commandite simple qu'elles déclarent constituer et qu'elles ont arrêté comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé entre Talisman International Holdings B.V., en tant qu'associé commandité (l'Associé Commandité), TE Finance S.à r.l., en tant qu'associé commanditaire 1 (l'Associé Commanditaire 1), TE Capital S.à r.l., en tant qu'associé commanditaire 2 (l'Associé Commanditaire 2) et TE NOK S.à r.l., en tant qu'associé commanditaire 3 (l'Associé Commanditaire 3), étant les associés commanditaires (l'Associé Commanditaire 1, l'Associé Commanditaire 2 et l'Associé Commanditaire 3, ensemble désignés comme les Associés Commanditaires) et toutes les personnes ou entités pouvant devenir associés dans le futur, une société en commandite simple prenant la dénomination de Talisman International Holdings BV S.C.S. (la SCS), régie par le présent contrat (le Contrat) et par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

Art. 2. Siège social. Le siège social de la SCS est établi en la ville de Luxembourg.

Art. 3. Durée.

3.1. La SCS est constituée pour une durée illimitée.

3.2. La SCS ne prend pas fin par la démission, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs Associé(s) Commandité(s) ou Associé(s) Commanditaire(s).

Art. 4. Objet social.

4.1. L'objet de la SCS est le financement de sociétés du groupe et l'acquisition de participations dans des sociétés ou entreprises de quelque nature que ce soit. La SCS peut en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange

ou d'une quelconque autre manière des actions, parts ou autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par un émetteur public ou privé quel qu'il soit.

4.2. La SCS peut effectuer toute autre activité en relation avec, accessoire à ou favorisant la réalisation de l'objet tel que décrit au point 4.1 ci-dessus.

II. Capital - Parts

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social souscrit de la SCS est fixé à deux millions quatre cent mille dollars américains (USD 2.400.000,-) représenté par quatre (4) parts de deux cent quarante mille dollars américains (USD 240.000,-) chacune détenues par l'Associé Commandité (les Parts de l'Associé Commandité), et six (6) parts de deux cent quarante mille dollars américains (USD 240.000,-) chacune détenue par l'Associé Commanditaire (les Parts des Associés Commanditaires et, ensemble avec les Parts de l'Associé Commandité, les Parts).

5.2. Toutes les Parts sont entièrement libérées.

5.3. Tous apports en capital doivent être comptabilisés dans le compte de réserve de capital de l'Associé concerné.

Art. 6. Cession de Parts.

6.1. Les Parts sont librement cessibles entre Associés.

6.2. Aucune cession de Parts du ou des Associé(s) Commanditaire(s) à un tiers ne pourra être réalisée sans le consentement écrit préalable de la majorité des Associés non-cédants.

6.3. Aucune cession de Parts de l'Associé Commandité à un tiers ne pourra être réalisée dans le consentement écrit préalable des Associés non-cédants.

6.4. La cession de Parts ne sera opposable à la SCS que suivant la notification ou l'acceptation par la SCS de la cession conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 7. Responsabilité.

7.1. La responsabilité des Associé(s) Commanditaire(s) sera limitée au montant de leur apport à la Société et, sauf disposition contraire de la Loi, le présent Contrat n'annulera, ne restreindra ni n'affectera ladite restriction à condition que ledit Associé Commanditaire se soumette aux dispositions du présent Contrat et de toutes les lois applicables.

7.2. L'Associé Commandité sera conjointement et solidairement responsables envers les tiers de toutes les obligations de la Société.

Art. 8. Emission de Parts.

8.1. L'admission d'associés supplémentaires et l'émission de Parts à ces associés seront soumises au consentement écrit préalable du ou des Associé(s) Commandité(s). L'admission d'associés supplémentaires et l'émission de Parts à ces associés ne seront pas soumises au consentement écrit préalable des Associés Commanditaires.

Art. 9. Forme des Parts - Registre des associés.

9.1. Les Parts sont et resteront nominatives.

9.2. Il sera tenu au siège de la SCS un registre des associés dont tout Associé qui le requiert pourra prendre connaissance.

III. Gérance - Délégation de pouvoirs - Commissaire - Représentation

Art. 10. Gérance.

10.1. La SCS est gérée par un ou plusieurs Associé(s) Commandité(s), responsable(s) personnellement, indéfiniment et solidairement avec la SCS des engagements sociaux n'étant pas couverts par les actifs de la SCS.

10.2. Le(s) Associé(s) Commandité(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la SCS qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par ce Contrat à l'assemblée générale des associés.

10.3. Le(s) Associé(s) Commandité(s) auront tous les pouvoirs pour mener et approuver tous les actes et opérations compatibles avec la réalisation des objets de la SCS.

10.4. En cas de pluralité des Associés Commandités, les décisions des Associés Commandités seront valablement prises à la majorité des Associés Commandités.

Art. 11. Délégation de pouvoirs.

11.1. Sous réserve de l'article 14.1(c), le(s) Associé(s) Commandité(s) peuvent à tout moment nommer un ou plusieurs mandataire(s) ad hoc pour accomplir des tâches spécifiques. Le(s) Associé(s) Commandité(s) détermineront les pouvoirs et rémunération (le cas échéant) de ces mandataires, la durée de leur mandat et toute autre condition du mandat. Les mandataires ainsi nommés sont révocables ad nutum par décision des Associés Commandités.

11.2. La nomination des mandataires conformément à l'article 11.1. ci-dessus n'aura pas d'effet sur la responsabilité illimitée du(des) Associé(s) Commandité(s).

Art. 12. Commissaire.

12.1. La SCS peut nommer un commissaire et y procédera dans les cas prévus par la Loi. Le commissaire sera nommé par l'assemblée générale des associés pour une durée ne pouvant excéder six années, renouvelable.

12.2. Le commissaire est révocable ad nutum par l'assemblée générale des associés.

Art. 13. Représentation.

13.1. La SCS est engagée par la seule signature de son Associé Commandité ou, en cas de pluralité de Associés Commandités, par la seule signature de tout Associé Commandité ou par la seule signature de toute personne à laquelle le pouvoir de signer pour la SCS a été valablement conféré par les Associé(s) Commandité(s) conformément à l'article 11.1. de ce Contrat.

Art. 14. Rémunération du ou des Associé(s) Commandité(s).

14.1. Les Associé(s) Commandité(s) peu(vent)t recevoir rémunération annuelle de la SCS pour leurs fonctions, telle rémunération être décidée par l'assemblée générale des associés, de temps à temps.

Art. 15. Restrictions relatives à ou aux Associé(s) Commanditaire(s).

15.1. Aucun Associé Commanditaire:

- (a) ne sera autorisé à participer ou à interférer de quelque manière que ce soit dans le contrôle des affaires de la SCS;
- (b) n'aura de droit de vote dans la gestion ou les opérations relatives aux actifs de la SCS, ou
- (c) n'aura l'autorité ni le pouvoir d'agir en tant que mandataire pour ou au nom de la SCS ou de tout autre associé, ni d'exécuter des actes engageant la SCS ou tout autre associé, ni d'encourir des frais au nom de ou en relation avec la SCS.

IV. Assemblées générales des associés**Art. 16. Pouvoirs et droits de vote.**

16.1. Chaque Part donne droit à son détenteur à une voix aux assemblées générales des associés.

16.2. Chaque associé peut désigner toute personne ou entité comme son mandataire, par procuration donnée par lettre, télégramme, télex, télécopie ou e-mail pour le représenter à une assemblée générale des associés.

Art. 17. Forme - Quorum - Majorité.

17.1. Les associés se réunissent aussi souvent que nécessaire sur convocation de l'Associé Commandité ou, en cas de pluralité des Associés Commandités, à tout Associé Commandité, la convocation étant faite au moins cinq jours à l'avance. L'assemblée générale des associés se tiendra au lieu indiqué dans la convocation.

17.2. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés, il peut être renoncé aux formalités de convocation par écrit.

17.3. Sous réserve de l'article 17.5. de ce Contrat, les résolutions des assemblées générales des associés seront valablement prises à la majorité des associés présents ou représentés à l'assemblée.

17.4. Nonobstant l'article 17.3. de ce Contrat, l'assemblée générale des associés ne délibérera valablement qu'à condition que l'Associé Commandité ou, en cas de pluralité des Associés Commandités, chaque Associé Commandité soit présent ou représenté.

17.5. Toute assemblée générale des associés convoquée pour modifier une disposition ou pour refondre ce Contrat ne délibérera valablement qu'à condition que la moitié des Parts soit présente ou représentée et que l'agenda indique les modifications proposées à ce Contrat. Si le quorum de présence n'est pas satisfait, une seconde assemblée générale des associés peut être convoquée par lettre recommandée confirmée par accusé de réception démontrant la date de notification à chaque associé. Cette convocation reproduira l'agenda et indiquera la date et les résultats de la précédente assemblée générale des associés. La seconde assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de Parts représentées. Les résolutions sont valablement adoptées par les associés représentant les trois quarts des Parts existantes et par l'Associé Commandité ou, en cas de pluralité des Associés Commandités, par chaque Associé Commandité. Contrairement à ce qui est dit précédemment, les résolutions concernant la modification de ce Contrat reflétant la cession d'une Part parmi les Associés, la cession de Parts du ou des Associé(s) Commanditaire(s) à un tiers ainsi que l'admission d'associés supplémentaires et l'émission de Parts à ces derniers, sont valablement adoptées par l'Associé Commandité ou, en cas de pluralité des Associés Commandités, par chaque Associé Commandité.

17.6. Les décisions des associés peuvent être prises par résolution circulaire, dont le texte sera envoyé aux associés par écrit, en original ou télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Les associés voteront en signant ladite résolution circulaire.

V. Assemblée générale annuelle - Comptes - Affectation des résultats**Art. 18. Assemblée générale annuelle.**

18.1. L'assemblée générale annuelle des associés, chargée d'approuver les comptes annuels, sera tenue annuellement dans les six mois de la clôture de l'année sociale au siège de la SCS ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation de l'assemblée.

Art. 19. Année sociale.

19.1. L'année sociale de la SCS commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

19.2. Chaque année, le(s) Associé(s) Commandité(s) dresse(nt) un inventaire et prépare(nt) les comptes annuels conformément à la Loi.

Art. 20. Affectation des résultats.

20.1. L'affectation et la distribution des bénéfices seront déterminées et, le cas échéant, décidées par l'assemblée générale des associés, sur proposition du (des) Associé(s) Commandité(s) agissant conformément à la Section IV de ce Contrat.

20.2. Chaque associé de la SCS a le droit de participer aux bénéfices de la SCS en proportion du pourcentage de sa participation dans le capital social notionnel de la SCS, étant entendu que sa participation dans le capital social notionnel signifie le nombre de Parts détenues par lui dans la SCS plus toutes les primes d'émissions payées.

VI. Dissolution - Liquidation**Art. 21. Dissolution - Liquidation.**

21.1. En cas de dissolution de la SCS, pour quelque raison et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera effectuée par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par résolution de l'assemblée générale des associés décidant d'une telle liquidation.

21.2. Cette assemblée générale des associés déterminera également les pouvoirs et rémunération du ou des liquidateur(s).

Art. 22. Distribution du boni de liquidation.

22.1. Après paiement de toutes les dettes de la SCS ou consignation de toutes sommes à cet effet, le boni de liquidation sera payé aux associés en proportion du pourcentage de leur participation dans le capital social notionnel de la SCS, étant entendu que sa/leur participation dans le capital social notionnel signifie le nombre de Parts détenues par lui/eux dans la SCS plus toutes les primes d'émissions payées.

VII. Disposition générale**Art. 23. Application de la Loi.**

23.1. Ce Contrat est soumis aux lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier à la Loi.

Disposition transitoire

Par dérogation à l'article 19.1, la première année sociale de la SCS commencera à la date du présent acte et prendra fin le 31 décembre 2013.

Souscription et libération

Sur ces faits, les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, déclarent souscrire aux dix (10) Parts émises par la SCS de la manière suivante:

1. Talisman International Holdings B.V., précitée et représentée comme décrit ci-dessus, souscrit à quatre (4) Parts de l'Associé Commandité et les libère par un apport en numéraire d'un montant total de neuf cent soixante mille dollars américains (USD 960.000,-), qui sera affecté au compte de capital de la SCS;

2. TE Finance S.à r.l., précitée et représentée comme décrit ci-dessus, souscrit à deux (2) Parts de l'Associé Commanditaire et les libère par un apport en numéraire d'un montant total de quatre cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 480.000,-), qui sera affecté au compte de capital de la SCS;

3. TE Capital S.à r.l., précitée et représentée comme décrit ci-dessus, souscrit à deux (2) Parts de l'Associé Commanditaire et les libère par un apport en numéraire d'un montant total de quatre cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 480.000,-), qui sera affecté au compte de capital de la SCS; et

4. TE NOK S.à r.l., précitée et représentée comme décrit ci-dessus, souscrit à deux (2) Parts de l'Associé Commanditaire et les libère par un apport en numéraire d'un montant total de quatre cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 480.000,-), qui sera affecté au compte de capital de la SCS.

Le montant de deux millions quatre cent mille dollars américains (USD 2.400.000,-) est dès à présent à la disposition de la SCS.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la SCS ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, sont approximativement estimés à la somme de EUR 2.900.-

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la SCS, les associés de la SCS, représentant la totalité du capital souscrit, ont pris la résolution suivante:

Nonobstant le fait que le siège social de la SCS est fixé au 3, rue Marcel Fischbach, L-1547 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, la SCS exercera ses activités aux Pays-Bas à partir du lieu où l'Associé Commandité exerce ses activités, c'est-à-dire à Strawinskylaan 3159, 1077 ZX Amsterdam, Pays-Bas.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte a été lu au mandataire des parties comparantes et signé par ce dernier et le notaire le présent acte.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 juillet 2012. Relation: LAC/2012/35631. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 mai 2014.

Référence de publication: 2014064573/443.

(140074861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Juno Pharmaceuticals Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 20.200,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 179.816.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of March,

Before Us Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Juno Pharmaceuticals Inc., a Canadian company with registered office at 65 B, West Beaver Creek, Richmond Hill, L4B 1K4, Ontario, Canada (hereafter referred to as the "Sole Shareholder"),

Here represented by Mr. Regis Galiotto, private employee, residing professionally in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

By virtue of a proxy given under private seal;

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that Juno Pharmaceuticals Inc., is the Sole Shareholder of Juno Pharmaceuticals Luxembourg, a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office set at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 179.816, incorporated by a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, on 30 July 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 16 October 2013, number 2570 (hereafter referred to as the "Company").

II. record the following resolutions which have been taken in the best corporate interest of the Company, according to the agenda below:

Agenda

1. Increase of the corporate capital of the Company by an amount of Two Hundred Canadian Dollars (CAD 200.-) so as to bring it from its current amount of Twenty Thousand Canadian Dollars (CAD 20,000.-) represented by Twenty Thousand (20,000) shares with a par value of One Canadian Dollar (CAD 1.-) to Twenty Thousand Two Hundred Canadian Dollars (CAD 20,200.-) by the issue of Two Hundred (200) shares with a par value of One Canadian Dollar (CAD 1.-) each (the "New Shares");

2.- Subscription and payment of the New Shares by the Sole Shareholder by contribution in kind;

3.- Amendment of article 6 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the corporate capital increase; and

4.- Any other business.

Consequently, on the basis of the above agenda, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder DECIDES to increase the corporate capital of the Company by an amount of Two Hundred Canadian Dollars (CAD 200.-) so as to bring it from its present amount of Twenty Thousand Canadian Dollars (CAD 20,000.-) to the amount of Twenty Thousand Two Hundred Canadian Dollars (CAD 20,200.-).

Second resolution

The Sole Shareholder DECIDES to issue Two Hundred (200) New Shares with a par value of One Canadian Dollar (CAD 1.-) each.

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

There now appeared Mr. Régis Galiotto, acting in his capacity as duly appointed special attorney of the Sole Shareholder by virtue of a proxy given under private seal which will remain attached to the present deed.

The appearing person declares to subscribe for the New Shares and to make payment in full for such New Shares by a contribution in kind by the Sole Shareholder of 100 % of the shares held in the share capital of Juno Pharmaceuticals Pty Ltd (the "AustraliaCo"), with registered office in Melbourne, Australia (the "Contribution in Kind").

Description of the contribution

The appearing person declares that:

The New Shares has been entirely paid up in kind by the Sole Shareholder and that the value of the Contribution in Kind has been confirmed to the undersigned notary by a valuation report of the board of managers of the Company signed respectively on the 3rd and 4th March 2014 concluding that the Contribution in Kind amounts to a value at least equal to Two Hundred Canadian Dollars (CAD 200.-).

Such valuation report, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Third resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution being fully carried out, the Sole Shareholder DECIDES to amend article 6 of the articles of incorporation to read as follows:

6. "The issued capital of the Company is set at Twenty Thousand Two Hundred Canadian Dollars (CAD 20,200.-) divided into Twenty Thousand Two Hundred (20,200) shares with a nominal value of One Canadian Dollar (USD 1.-) each which are fully paid-up."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase have been estimated at about two thousand Euros (2,000.-).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-huit mars.

Pardevant Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Juno Pharmaceuticals Inc., une société canadienne, ayant son siège social au 65 B, West Beaver Creek, Richmond Hill, L4B 1K4, Ontario, Canada (ci-après l'«Associé Unique»),

dûment représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, en vertu d'une procuration lui donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant ès-qualité, déclare et demande au notaire:

I. d'acter que Juno Pharmaceuticals Inc., est le seul et associé unique de Juno Pharmaceuticals Luxembourg, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.816, constituée suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, le 30 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 16 octobre 2013, sous le numéro 2570 (ci-après la «Société»).

Il. enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l'intérêt de la Société, conformément à l'agenda ci-dessous:

Ordre du jour

1.- Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de Deux Cents Dollars Canadiens (CAD 200,-) pour le porter de son montant actuel de Vingt Mille Dollars Canadiens (CAD 20.000,-) représenté par Vingt Mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale de Un Dollar Canadien (CAD 1,-) à un montant de Vingt Mille Deux Cents Dollars Canadiens (CAD 20.200,-) par l'émission de Deux Cents (200) parts sociales d'une valeur nominale de Un Dollar Canadien (CAD 1,-) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»);

2. Souscription et libération de toutes les Nouvelles Parts Sociales de la Société par l'Associé Unique par un apport en nature;

3. Modification de l'article 6 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation du capital social de la Société; et

4. Divers.

En conséquence, sur base de l'agenda ci-avant, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de Deux Cents Dollars Canadiens (CAD 200,-) pour le porter de son montant actuel de Vingt Mille Dollars Canadiens (CAD 20.000,-) à un montant de Vingt Mille Deux Cents Dollars Canadiens (CAD 20.200,-).

Deuxième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'émettre Deux Cents (200) Nouvelles Parts Sociales d'une valeur nominale de Un Dollar Canadien (CAD 1,-) chacune.

Intervention de l'apporteur - Souscription - Libération

Est alors intervenu aux présentes M. Regis Galiotto, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire spécial de l'Associé Unique, en vertu d'une procuration lui donnée sous seing privé, qui restera annexée aux présentes.

Le comparant a déclaré souscrire les Nouvelles Parts Sociales, et les payer entièrement par un apport en nature par l'Associé Unique consistant en 100 % des actions qu'il détient dans le capital social de Juno Pharmaceuticals Pty Ltd (la «AustraliaCo»), avec siège social à Melbourne, Australie (l'«Apport en Nature»).

Description de la contribution

Le comparant a déclaré que:

Les Nouvelles Parts Sociales ont été entièrement payées en nature par l'Associé Unique et la valeur de l'Apport en Nature a été confirmée au notaire instrumentant par un rapport d'évaluation du conseil de gérance de la Société signé respectivement le 3 et le 4 mars 2014 confirmant que la valeur de l'Apport en Nature est au moins égale à Deux Cents Dollars Canadiens (CAD 200,-).

Ce rapport d'évaluation, après avoir été signé "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement.

Troisième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui précèdent, l'apport ayant été accompli, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

6. «Le capital émis de la Société est fixé à Vingt Mille Deux Cents Dollars Canadiens (CAD 20.200,-) divisé en Vingt Mille Deux Cents (20.200) parts sociales d'une valeur nominale de Un Dollar Canadien (CAD 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital au droit fixe d'enregistrement, s'élève à environ deux mille Euros (2.000.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et aucune demande supplémentaire de discussion n'ayant lieu, le président lève la séance.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu des comparants, tous connus du notaire par leur prénoms, noms, état civil et domicile, lesdits comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 mars 2014. Relation: LAC/2014/14000. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 mai 2014.

Référence de publication: 2014064268/151.

(140075169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Thibault S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 186.764.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of the month of April;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

The company governed by the laws of Ireland "Coronation Capital Limited", established and having its registered office in Dublin 2, Harcourt Street, Harcourt Centre, Europa House, 2nd floor, (Republic of Ireland), inscribed in the Trade Registry of the Republic of Ireland "CRO" under the number 26417,

here represented by Mrs. Kavitha RAMACHANDRAN, director of companies, residing professionally in L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, (the "Proxyholder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg public limited company ("société anonyme") with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which they declare organised among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "Thibault S.A., SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Law of 13 February 2007"), as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the board of directors.

If the board of directors considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof).

The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007. Such minimum share capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law. Upon incorporation, the initial share capital of the Company was the US dollar (USD) equivalent of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) fully paid-up represented by three hundred and ten (310) Class A shares

For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be United States dollars (USD).

Art. 6. Capital variation. The share capital of the Company shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Art. 7. Sub-funds. The board of directors may, at any time, create different categories of shares, each one corresponding to a distinct part or “sub-fund” of the Company’s net assets (hereinafter referred to as a “Sub-Fund”). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The board of directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the issuing documents of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US dollars (USD), be converted into US dollars (USD) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

Chapter III - Shares

Art. 8. Form of shares. The shares of the Company may be issued in registered form or bearer dematerialised form (book entry bearer form).

All shares of the Company issued in registered form shall be registered in the register of shareholders kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder’s name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The board of directors shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by any two members of the board of directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the board of directors may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the board of directors may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such

share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The board of directors may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

Art. 9. Classes of shares. The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

The board of directors may decide to issue one or more classes of shares for the Company or for each Sub-Fund.

Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature.

Within each class, there may be capitalisation share-type and distribution share-types.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The board of directors may decide not to issue or to cease issuing classes, types or sub-types of shares in one or more Sub-Funds.

The board of directors may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Art. 10. Issue of shares. Subject to the provisions of the Law of 13 February 2007, the board of directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 13 February 2007, the board of directors may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a Sub-Fund to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the board of directors so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the board of directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the board of directors by a Luxembourg independent auditor.

Art. 11. Redemption. The board of directors shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 13 February 2007 as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 15 hereof) redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 13 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may redeem shares whenever the board of directors considers a redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 "Limitation on the ownership of shares" herein.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 12. Transfer of shares. When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Company, by virtue of its subscription agreement or otherwise, shares held by such shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the board of directors, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

Art. 13. Conversion. Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares or with respect to specific Sub-Funds in the issuing documents of the Company, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of the same class in another Sub-Fund or into shares of another existing class of that or another Sub-Fund. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine.

The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

Art. 14. Limitations on the ownership of shares. The board of directors may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the board of directors considers that this ownership violates the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand-Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the board of directors may:

decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorised to hold shares in the Company;

proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

the board of directors shall send a notice (hereinafter called the "redemption notice") to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the “redemption price”) shall be determined in accordance with the rules fixed by the board of directors and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any “US Person” unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term “US Person” means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of “US Person” under such laws.

Art. 15. Net asset value. The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or sub-type of share of the Company shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the board of directors. The board of directors shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a “Valuation Day”) and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
 - all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
 - all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
 - all dividends and distributions payable to the relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
 - all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
 - the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;
 - the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures;
 - the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures;
- and
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The liabilities of the Company shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;
- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the board of directors; and
- all other liabilities of the Company of any kind, with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with and fees payable to, its investment manager(s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges as well as taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service approved by the board of directors. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- the value of investments in private equity securities will be appraised at a fair value under the direction of the board of directors in accordance with appropriate professional standards, such as the Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the issuing documents of the Company;

- investments in real estate assets shall be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the board of directors for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, such as, for example, the Appraisal and Valuations Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS), as further specified in the issuing documents of the Company;

- the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Sub-Fund would receive if it sold the securities prior to maturity. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market on a daily basis;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the documents governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the board of directors in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The board of directors, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the board of directors, or by a committee appointed by the board of directors, or by a designee of the board of directors.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in

circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organisation which the board of directors may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 16. Allocation of assets and liabilities among the sub-funds. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the board of directors shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is allocated to all the portfolios in equal parts or, if the amounts so justify, pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Funds;

- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 17. Suspension of calculation of the net asset value. The Company may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;

- when the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;

- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested;

- in exceptional circumstances, whenever the Company considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on one or more Sub-Funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the board of directors reserves its right to determine the net asset value of the shares of a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the board of directors for any one Sub-Fund, the board of directors reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to

pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With regard to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the board of directors is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

Chapter IV - Administration and management of the company

Art. 18. Administration. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three (3) members, who need not be shareholders of the Company.

They shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall remain in office for a term not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify. However a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

In the event that, in any meeting of the board of directors, the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Art. 19. Operation and meetings. The board of directors shall choose a chairman from among its members and may elect one or more vice-chairmen from among them. The board of directors may also appoint a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for writing and keeping the minutes of the meetings of the board of directors as well as of the meetings of shareholders.

The board of directors shall meet when convened by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of the meeting.

The chairman shall preside over all the meetings of the board of directors and of the shareholders. In his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director, and in respect of shareholders' meetings any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any board meeting shall be given to all directors at least twentyfour hours prior to the time set for the meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of and reasons for this emergency shall be stated in the convening notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telefax or telex of each director. A special notice shall not be required for a meeting of the board of directors being held at a time and a place determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may arrange to be represented at board meetings by appointing in writing or by cable or telegram or telefax or telex another director to act as a proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board of directors may validly deliberate or act if at least the majority of the directors are present or represented at the meeting of the board of directors. If the quorum is not satisfied, another meeting shall be convened. Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors may also be passed in writing and may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director.

Art. 20. Minutes. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided over such meeting.

Copies of or extracts of the minutes, which may be used for legal or other purposes, shall be signed by the chairman or secretary or any two directors.

Art. 21. Powers of the board of directors. The board of directors is vested with the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the objectives of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

The board of directors shall determine, applying the principle of risk spreading, the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund, as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the issuing documents of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The board of directors may appoint investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The board of directors may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 22. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two (2) directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 23. Delegation of power. The board of directors may delegate, under its overall responsibility and control, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to directors or officers of the Company or to one or several natural persons or corporate entities, which need not be members of the board of directors. Such delegated persons shall have the powers determined by the board of directors and may be authorised to sub-delegate their powers.

Art. 24. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

For the avoidance of doubt, any director or officer of the Company who serves as a director, executive, authorised representative or employee of a company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business relations, shall not, by reason of such affiliation with such company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters related to such contracts or business dealings.

In the event that any director or officer of the Company has any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall inform the board of directors of such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction. Such director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

Art. 25. Indemnification. Each member of the board of directors, manager, officer, or employee of the Company ("Indemnified Persons") may be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Sub-Funds or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the Company and each member of the board of directors, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V - General meetings

Art. 26. General meetings of the company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 11.00 CET on the third Friday of September. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the board of directors, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the "Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations", in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting of shareholders may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call, and (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting.

In accordance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types concerned.

Art. 27. General meetings in a sub-fund or in a class of shares. The provisions of article 26 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 28. Termination and amalgamation of sub-funds or classes of shares. In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The board of directors shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal of the board of directors, to decide the redemption of all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall take effect.

There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company until they are remitted with the *caisse de consignation* on behalf of the persons entitled thereto, in compliance with the deadlines foreseen under the applicable legal and/or regulatory requirements.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the Law of 13 February 2007 or the law dated 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "new sub-fund") and to re-designate the shares of the class or classes

concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred de jure to the new sub-fund.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (“fonds commun de placement”) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 29. Financial year. The financial year of the Company shall start on 1st April of each year and shall end on 31st March of the next year. The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 30. Distributions. The general meeting of shareholders shall, upon proposal of the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the board of directors to declare, distributions of dividends in compliance with the issuing documents of the Company.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law and these articles of incorporation. Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VII.- Auditor

Art. 31. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 32. Depositary. The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 13 February 2007.

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007.

If the depositary desires to retire, the Company shall use its best endeavours to find a successor depositary and will appoint it in replacement of the retiring Depositary. The Company may terminate the appointment of the depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof. In both the case of voluntary withdrawal of the depositary or of its removal by the Company, the depositary, until it is replaced, which must happen within two (2) months, shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the investors.

The depositary shall be entitled to discharge itself of liability in circumstances where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity, and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “2013 Law”), provided that the conditions laid down in the 2013 Law for the discharge of liability are met.

Chapter IX - Winding-up - Liquidation

Art. 33. Winding-up / Liquidation. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of incorporation.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be natural persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Chapter X - Risk management systems

The Company will implement an appropriate risk management system, which meets the requirements of the Law of 13 February 2007, in order to detect, measure, manage and monitor in an appropriate manner the risks associated with the Company and its Sub-Funds' investment positions.

Chapter XI - General provisions

Art. 34. Applicable law. In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007.

Subscription and payment

The share capital has been subscribed as follows:

Name of subscriber	Number of subscribed shares	Value
Coronation Capital Limited	three hundred and ten (310) Shares of no par value	USD equivalent of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-)

Upon incorporation, all shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 March 2015.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2015. The first annual report of the Company will be dated 31 March 2015.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately two thousand four hundred Euros (EUR 2,400.-).

Statement

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

First resolution

The following persons are appointed as members of the board of directors:

- Mrs. Vanessa MOLLOY, lawyer, born on 20 October 1973 in Welkom (South Africa), residing professionally in L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel, chairman of the board of directors;
- Mr. Pat MAHON, businessman, born on 3 January 1962 in Dublin (Republic of Ireland), residing professionally in Dublin 2, Harcourt Street, Harcourt Centre, Europa House, 2nd floor, (Republic of Ireland);

- Mr. Andreas Jan VAN DER HORST, investment professional, born on 5 June 1978 in Cape Town (South Africa), residing professionally at 2 Andmar Building, Church Street, Stellenbosch, 7600, (South Africa).

The board of directors shall remain in office until the close of the annual general meeting of shareholders to approve the accounts of the Company to be held in 2019.

Second resolution

Deloitte Audit, a private limited company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B 67895 and having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), is appointed as the independent auditor of the Company.

The auditor shall remain in office until the close of the annual general meeting approving the accounts of the Company as of 31 March 2015.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Statement

The undersigned states herewith that upon request of the above-appearing party, this deed is worded in English.

WHEREOF this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

This original deed having been read to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: K. RAMACHANDRAN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 avril 2014. LAC/2014/19258. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Luxembourg, le 7 mai 2014.

Référence de publication: 2014064576/695.

(140074756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Abax Professional Services, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 134.965.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le dix-sept avril.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

«Grant Thornton Participations S.A.» ayant son siège social au 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg (RCS Luxembourg B 183.650), propriétaire de cinq mille (5.000) actions,

ici représentée par Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 16 avril 2014.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a exposé au notaire instrumentant en lui demandant d'acter:

La comparante, représentée comme ci-avant, est la seule et unique actionnaire («l'Actionnaire Unique») de la société «Abax Professional Services S.A.» (la "Société"), ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 décembre 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 259 du 31 janvier 2008,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B sous le numéro 134.965.

Le capital social de la Société s'élève actuellement à cinq cent mille euros (500.000,- EUR) représenté par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées.

L'Actionnaire Unique, représentée comme ci-avant, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

En tant qu'actionnaire unique, elle déclare expressément procéder à la dissolution simplifiée anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

L'Actionnaire Unique, représentée comme ci-avant, se désigne comme liquidateur de la Société.

L'Actionnaire Unique, en sa qualité de liquidateur, déclare que tous les passifs connus de la société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés, par rapport à d'éventuels passifs, (y compris et non exclusivement d'éventuelles dettes fiscales) actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer.

Le liquidateur déclare que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété du liquidateur, de sorte que la liquidation de la société est à considérer comme clôturée.

Décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats à ce jour.

La comparante s'engage à procéder à l'annulation du registre des actionnaires de la Société.

Les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant cinq (5) ans au siège social de la Société.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente (30) jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué à mille six cent quatre-vingt-dix-sept euros (1.697,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire la présente minute.

Signé: P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22.04.2014. Relation: LAC/2014/18624. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg le 22.04.2014.

Référence de publication: 2014063861/59.

(140075023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.

Genel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 179.904.

Extrait des résolutions du conseil d'administration

En date du 2 mai 2014, le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des administrateurs suivants avec effet immédiat:

- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Abdelhakim Chagaar, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Giuseppe di Modica, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014065023/19.

(140075408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.